UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La crise d'octobre 1993 sur la vie socio-économique de la commune Mpinga Kayove en province Rutana

Ndikumana, Alexis; Directeur : Prof. Melchior Mukuri

2009
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1422

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
Département d'Histoire

LA CRISE D'OCTOBRE 1993 SUR LA VIE SOCIO ECONOMIQUE DE LA COMMUNE MPINGA KAYOVE EN PROVINCE RUTANA

Par

Alexis NDIKUMANA

Directeur
Prof. Melchior MUKURI

Mémoire présenté en vue
De l'obtention du grade
de Licencié en Histoire
Option :Science Politique

Bujumbura, Avril 2009

DEDICACE

A ma mère disparue en 1993 et qui me laissa à l'école,

A ma famille,

A l'amitié grâce à laquelle tout est possible

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Un travail de recherche est une entreprise laborieuse qui requiert le soutien et le concours d'un certain nombre de personnes sans lesquelles le travail n'arriverait pas à termes.

Nos remerciements les plus appuyés vont à l'endroit de notre directeur de mémoire le professeur Melchior MUKURI qui malgré son emploi du temps chargé, n'a pas manqué de nous aider, de nous guider et de nous inculquer l'amour du travail bien fait. La patience au cours de nos premiers tâtonnements, l'abnégation, et l'accueil dont il nous a réservé l'honorent et font de lui un éducateur hors pair. Nous profitons de cette opportunité pour lui exprimer nos sentiments de gratitude, d'estime et de profond respect.

A la population âgée de la commune Mpinga-Kayove qui a répondu gentiment à mes questions lors des enquêtes sur terrains, la réussite de ce travail dépend en grande partie d'elle.

Très longue serait la liste de toutes les personnes : parents, frères et sœurs, cousins et cousines, amis et collègues de service qui m'ont inlassablement et inconditionnellement soutenu tout au long de mes études. Ils continuent jusqu'aujourd'hui de m'appuyer et même si je suis seul à défendre ce travail, ce dernier est le fruit de leurs sacrifices.

Enfin, à vous chers camarades étudiants, même si vous êtes les derniers à être cités, votre hospitalité légendaire a rendu mon séjour agréable à l'Université du Burundi. A travers ceux qui sont présents, je vous dédie ce mémoire.

A tous, nous disons vivement merci.

Alexis NDIKUMANA.

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

A i.	: Ad interim
Art	: Article
DEA	: Diplôme d'Etudes Approfondies
D.P.A.E	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
D.P.E	: Direction Provinciale de l'Enseignement
D.P.S :	: Direction Provinciale de la Santé
E.P.	: Ecole Primaire
Fig.	: Figure
F.L.S.H.	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
F.S.E.A.	: Faculté des Sciences Economiques et Administratives
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
ha	: hectare
Ibidem	: Ibid
Idem	: Id
I.E.P.	: Institut d'Etudes Politiques
L.G.D.J.	: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
M.I.D.C.L	: Ministère de l'Intérieur et du Développement des Collectivités Locales
Op. cit.	: œuvre déjà cité
O.M.S.	Organisation Mondiale de la Santé

p.	: page
PALIPEHUTU	: Parti pour la Libération du Peuple Hutu
P.E.V	: Programme Elargi de Vaccination
%	: Pourcentage
P.P	: Parti du Peuple
P.R.P :	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
P.U.F.	: Presses Universitaires de France
Sec. Gén.	: Secondaire générale
Sec. Techn.	: Secondaire Technique
T.	: Tome
U.B.	: Université du Burundi
UPRONA	: Union pour le Progrès National
Vol.	: Volume

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Organisation administrative de la commune Mpinga-Kayove 16

Tableau 2 : Population résidente selon la résidence actuelle et la durée de résidence par âge et par sexe en 1990 18

Tableau 3 : Evolution des différentes cultures dans la commune 25

Tableau 4 : Répartition des écoles primaires à Mpinga –Kayove 29

Tableau 5 : Niveau d'instruction de la population de la province Rutana de 7 ans et plus jusqu'en 1990 31

Tableau 6: Résultats définitifs du référendum sur la charte de l'unité nationale du 5 février 1991 en Province Rutana..... 38

Tableau 7:Résultats du scrutin du Référendum sur le projet de la Constitution en province Rutana , le 09mars 1991 41

Tableau 8 : Résultat des élections présidentielles au niveau des provinces 49

Tableau 9: Résultats des élections présidentielles de 1993 dans la province Rutana 52

Tableau 10 : Résultats des élections législatives dans la province Rutana 54

Tableau 11 : Répartition des sièges par Province par parti ayant obtenu 5% des suffrages exprimés au niveau provincial..... 57

Tableau 12: Les camps de déplacés de la commune Mpinga –Kayove en 1993 81

Tableau 13 : Situation des ménages dans les camps de déplacés. 83

Tableau 14: Identification des coupeurs « Campagne 1994 » à la Société Sucrière du Moso..... 91

Tableau 15:Estimation comparative de l'évolution animale d'avant la crise de 1993 est celle d'après la crise de 1993 95

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES iii
LISTE DES TABLEAUX v
TABLE DES MATIERES vi

0. INTRODUCTION GENERALE 1

1. Motivation du choix du sujet 3
2. Délimitation du sujet 4
3. Sources 4
3. 1. Les sources écrites 5
3. 2. Les sources orales 5
4. Articulation du sujet 6

CHAPITRE I : LA COMMUNE MPINGA-KAYOVE A LA VEILLE DE LA CRISE DE 1993 8

I. Présentation générale de la commune Mpinga- Kayove 8
A. Situation géographique 8
B. Historique de l'organisation administrative de la Commune Mpinga-Kayove 10
1. Le domaine des Bajiji-Baganuza 11
2.Le domaine des Bahanda 14
3. Organisation administrative de la commune Mpinga-kayove 15
II. Démographie 18
III. Climat politique à la veille de la crise d'octobre 1993 19
IV. La vie économique à Mpinga-kayove 20
A. Agriculture et élevage 20
a. Situation des cultures dans la commune Mpinga-Kayove 20
b. Elevage 26
B. Les activités commerciales 27
C. Les transports et les communications 28
D. Le Secteur éducatif 28
E. Le Secteur sanitaire 32

CHAPITRE II : LA CRISE D'OCTOBRE 1993 A MPINGA-KAYOVE. 35

I. Les signes avant –coureurs de la crise de 1993 à Mpinga –Kayove 35
A. Ethnisation de la campagne électorale 42
II. Approche critique de la campagne électorale qui s'est déroulée dans la..... 46
dans la commune Mpinga-Kayove en 1993 46
III. La victoire du parti Sahwanya FRODEBU 48
IV. Déroulement des massacres dans la zone Mpinga et Kiguhu 62
A. Le putsch du 21 octobre 1993 et le comportement de la population la commune Mpinga-Kayove 62
B. Appel à la violence par les autorités à la base 63
C. Massacres dans les zones Mpinga et Kiguhu 64

CHAPITRE III : IMPACTS DE LA CRISE DE 1993 A MPINGA -KAYOVE 69

I. Climat de méfiance entre Hutu et Tutsi dans la commune Mpinga –Kayove. 69
II. Réactivation des repères identitaires 72
III. Déplacements des populations 74
A. La vie dans les camps de déplacés de la commune Mpinga-Kayove 80
B. Les naissances illégitimes et orphelins 84
C. Conditions d'hygiène et de santé 85
D. La dégradation des valeurs morales dans les camps de déplacés 87
E. Les conditions socio-économiques des femmes déplacées 89
IV. Pillage du marché de Kayero et de Kiguhu 92
V. Transformation de écoles de Kayove et de Mpinga en camps de déplacés... 93
VI. Pillage des animaux domestiques 94
VII. Inaccessibilité des sites touristiques et vente des forêts de la commune Mpinga-kayove 96

CONCLUSION GENERALE 98
BIBLIOGRAPHIE 102

ANNEXE I
Questionnaire d'enquête I

0. INTRODUCTION GENERALE

L'histoire du Burundi est jalonnée par des crises intestines. Les dates signalétiques des violences ouvertes sont 1965, 1972, 1988, 1991 et 1993. Tous ces soubresauts se sont toujours exprimés sur fond de dissensions ethniques comme une traînée de poudre.

En effet, depuis la « révolution sociale » du Rwanda le 2 novembre 1959, le Burundi a vu naître les divisions ethniques. La situation qui prévalait au Rwanda ne cessait pas d'allécher les politiciens hutu et d'effrayer les politiciens tutsi du Burundi.

C'est le multipartisme qu'a connu le pays durant les derniers jours de la colonisation qui fait le lit des antagonismes ethniques. Après les élections de 1961 cependant, les partis politiques s'effacent au profit du parti « UPRONA » Union pour le Progrès National .

L'arrêté -loi n° 001/ 34 du 23 novembre 1966 reconnaît l'Union pour le Progrès National (UPRONA) comme unique parti national. Cela sera entériné par l'article 18 de la constitution du 11 juillet 1974 qui dit que : « la République du Burundi adopte le principe du parti unique dénommé UPRONA ».

Cette situation demeurera jusqu'à la fin de la deuxième République. En effet, le gouvernement de la troisième République a voulu couper court avec le mutisme et la mystification qui ont longtemps entouré ce problème ethnique.

C'est dans cette optique que la troisième République s'est décidée de faire face à la question de l'unité nationale et a engagé un débat national sur le passé et l'avenir du pays. Dans son discours de lancement des travaux de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, le président Buyoya déclarait : « A la proclamation de la troisième République, nous avons proposé au pays un projet de société dont l'unité nationale était et reste une ambition centrale, à côte de la justice sociale, du respect des droits de la personne humaine, de la démocratie et du développement de tous »[1] .

Ainsi, une commission nationale composée de vingt quatre personnes de diverses provenances ethniques, régionales, socio-professionnelles et religieuses a été mise en place pour étudier la question de l'Unité nationale. Un projet de constitution a été soumis au débat de la population burundaise avant d'être adopté le 09.03.1992. C'est ce projet de constitution qui a consacré de nouveau le multipartisme au Burundi.

Alors que le gouvernement de la troisième République croyait détendre les esprits en créant les organes d'expression, favoriser la concertation et la consultation entre les dirigeants et les dirigés et promouvoir l'unité des Barundi , la subversion avait déjà gagné le terrain. Les rapports administratifs de 1990 font état de dérapage de langage[2]. Les membres du Parti pour la Libération du Peuple Hutu faisaient des campagnes en radicalisant le sentiment ethnique et en ravivant les rancœurs laissées par les événements tragiques qu'à traversé le pays.

---

[1] République du Burundi, parti UPRONA, *Discours de lancement des travaux de la commission national chargée d'étudier la question de l'unité nationale*, octobre, 1988, pp4-16

[2] Rapport de sécurité de la commune Mpinga-Kayove du 12 Août 1990

Bref, le gouvernement de la troisième République voulait corriger les erreurs du passé en instaurant la démocratie pluraliste . Malheureusement, la période du multipartisme de 1991-1993 sera marquée par une situation de contraste.

En effet, on a observé à travers tout le pays, un état de désordre et de désobéissance civile sans précédent allant jusqu'à la disparition du président de la République et des massacres interethniques sans nom. Cette crise a entraîné des phénomènes nouveaux comme celui des déplacés, des indigents, des sans abris etc.

Notre travail a pour objectif l'étude de ce phénomène . Afin de ne pas tomber dans des généralités abusives et pour ne pas être taxé de superficiel , nous avons jugé bon de cerner cette question sur la commune Mpinga-Kayove en province Rutana. Notre travail s'intitule : *« La crise de 1993 sur la vie socio-économique de la commune Mpinga-Kayove en province Rutana ».*

1. Motivation du choix du sujet

Selon Portnoy : « le choix d'un sujet de travail peut dépendre de multiples raisons qui s'interfèrent et où se mêlent les motifs personnels, les déterminations inconscientes, les circonstances, les influences, les obligations, le niveau d'études et le milieu socioculturel auquel on appartient »[3]

Notre choix était motivé par plusieurs mobiles. D'abord, je suis natif de cette commune qui était paisible avant les réformes institutionnelles amorcées par la troisième République. Nous avons voulu, par notre travail de fin d'étude, étudier le phénomène démocratique dans cette partie du pays.

[3] PORTNOY, H.., *Demain la pédagogie*, Paris, Magnard, 1961, p.101.

Il s'agit de nous rendre compte a quel degré le multipartisme n'a pas été identifié aux ethnies. Nous avons voulu analyser la conduite de la population de la commune Mpinga-Kayove pendant la crise d'octobre 1993 .

L'Etude sur cette commune ne manque pas d'intérêt. En effet, la commune Mpinga-Kayove compte plus de cinq sites touristiques qui , eux non plus , n'ont pas été épargnés par la crise de 1993. Les études sur la crise de 1993 ne sont pas nombreuses aux Burundi. Quand bien même elles existeraient, elles visent tout le pays en général. Notre travail trouve son originalité en ce qu'il circonscrit son champ sur une commune déterminée.

2. Délimitation du sujet

La crise du 21octobre 1993, semble avoir débuté avant cette date et continue à perdurer. Ainsi, noùs est-il imposé de nous limiter . A partir du 21 octobre, notre travail s'échelonne sur une période d'une année tandis que avant cette date, notre travail se penche sur les différentes réformes politiques et constitutionnelles amorcées par la troisième République.

3. Sources

Notre travail a été réalisé grâce à des Interview réalisées avec la population de la commune Mpinga-Kayove touchée par la crise de 1993 , les fonctionnaires , les représentants des partis politiques, les inkigi z'ubuntu initiés par l'organisation non gouvernementale Search for Common Ground ainsi que l' administration communale qui, malheureusement, ne se montrait pas favorable.

3. 1. Les sources écrites

Parmi les ouvrages, nous avons consulté les ouvrages de sociologie, de sciences politiques et sur les crises, les périodiques, les journaux locaux ainsi que les rapports provinciaux de sécurité que nous avons consultés au cabinet du gouverneur de la province Rutana.

Néanmoins, ces sources écrites ne pourraient suffire tant qu'elles ne rendent pas compte de la situation complexe de terrain. Nous avons été alors dans l'obligation de faire recours aux sources orales et spécialement les enquêtes pour les compléter.

3. 2. Les sources orales

Lors de nos premières enquêtes effectuées au mois de septembre 2007, l'administrateur communal n'a pas été spontané à répondre à nos questions. Seuls les fonctionnaires et les inkingi z'ubuntu répondaient à l'aise. Leurs réponses visiblement monocolores étaient loin de nous satisfaire et de nous permettre de faire un travail sérieux. J'ai donc dû m'en remettre au gouverneur de province pour convaincre l'administrateur de la pertinence de notre travail.

C'est ainsi que nous avons été obligé de retourner au mois de novembre sur le terrain, pour la deuxième fois. La situation était alors détendue car en dehors des injonctions du gouverneur, même Monseigneur le curé de la paroisse de Mpinga avait fait comprendre à l'administrateur que le travail serait utile même à la commission vérité et réconciliation . Le curé lui même historien, m'accompagnait souvent sur terrain et me montrait les personnes qui détiennent plus d'informations que les autres.

Ainsi, nous avons pu recueillir des témoignages auprès de la population hutu et tutsi (rapatriés et les déplacés). L'ensemble de tous ces éléments, après analyse et interprétation, nous a fourni des informations précieuses pour notre travail.

4. Articulation du sujet

Ce travail comprend trois chapitres : Pour le premier chapitre, il s'agit de mener une analyse des données structurelles et spécifiques de la commune.

Cette analyse consistera à l'étude de la situation géographique, sanitaire, scolaire,....Il s'agit en définitive des données qui contribuent à la connaissance même de cette commune.

Dans le deuxième chapitre, nous analyserons le comportement de la population face aux réformes politiques et constitutionnelles. On étudiera le comportement de cette population face à la charte de l'Unité Nationale pour voir si elle l'endosse réellement. Nous analyserons l'attitude de la population vis-à-vis de la constitution et la réaction de la population de la commune Mpinga-Kayove face au multipartisme.

En deuxième lieu, nous analyserons les élections présidentielles et législatives dans la commune Mpinga-Kayove. Il s'agit en premier lieu de mener une analyse sur le déroulement de la campagne électorale ainsi que ses résultats. Nous analyserons le comportement de la population lors de la victoire du FRODEBU. Nous allons nous rendre compte comment la population a réagit selon son appartenance politico-éthnique.

Nous analyserons ensuite la mort du président Ndadaye et la guerre qui s'en est suivie. Il est question ici d'analyser comment les massacres se sont déroulées, comment la population a été secourue. Nous allons analysé les problèmes multiples qu'éprouve la population dans les camp de déplacés.

Le troisième chapitre sera consacré à l'impact de la crise sur la commune Mpinga-Kayove. Nous analyserons l'impact de cette crise sur la cohabitation entre Hutu et Tutsi de la commune Mpinga-Kayove. La dégradation des valeurs morales occasionnées par les phénomènes nouveaux des camps de déplacés. Enfin, nous analyserons l'impact de la crise de 1993 sur les animaux domestiques et les monuments historiques de la commune Mpinga-Kayove.

CHAPITRE I : LA COMMUNE MPINGA-KAYOVE A LA VEILLE DE LA CRISE DE 1993

I. Présentation générale de la commune Mpinga- Kayove

A. Situation géographique

La commune Mpinga-Kayove se situe au sud du pays dans la province Rutana et a une superficie de 302,12km², ce qui représente 15,4% de la superficie de la province Rutana et 1,85% de la superficie nationale. Son chef-lieu est à Kayove centre, à 44km de la ville de Rutana, chef-lieu de la province. Elle est limitée au nord par la commune Nyabitsinda et Butaganzwa de la province Ruyigi, au sud par la commune Rutana et Bukemba, à l'est par la commune Giharo et à l'ouest par la commune Musongati.

La commune Mpinga-Kayove s'étend sur deux régions naturelles, à savoir le Buyogoma constitué par le massif de Nkoma qui couvre 2/3 de la commune et le Moso en contre- bas à l'ouest. Le climat est tropical tempéré .
Sur les plateaux du Buyogoma, l'altitude diminue progressivement passant de 2000 à 1500m. Le régime pluviométrique variant de 1175 à 1210mm fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison de pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Au cours de l'année les températures varient de 14°c à 28°c [4] .

La commune Mpinga –Kayove dispose des formations naturelles en dégradation suite aux feux de brousse. Toutefois, il y a des formations artificielles sur les versants de la chaîne de Nkoma.

---

[4] République du Burundi, Ministère de la Planification , *Monographie de la commune Mpinga-Kayove*, Bujumbura, 2006, p 8

Les formations naturelles de la commune Mpinga –Kayove disposent des forêts naturelles près des chutes de la rivière Karera et des failles des Allemands à Nyakazu. Ces forêts ont été instituées en aires protégées en 1980 sur une superficie de 741,85 ha dont 141,85 ha pour le site des chutes de Karera et 6oo ha pour la zone des failles de Nyakazu. Pour ce, la commune abrite 5 sites touristiques.[5] Ces formations constituent des sites touristiques de grande importance. La commune Mpinga-Kayove possède des sites historiques devenus célèbres.

Selon nos informateurs, Ntare I[er] aurait quitté Buha, passé par les failles de Nyakazu et planté un ikigabiro. Celui –ci grondait dès qu'on levait une hanche pour l'abattre personne ne pouvait donc le couper[6].

Ntare I[er] aurait continué son parcours et arrivé sur la colline Juragati. Il est poursuivi par les gens de Buha qui ont été tous mordus par un serpent venimeux appelé « INKOMA ». Seul Ntare premier et son chien survivant. A partir de ce moment là, cette colline fut baptisée « Nkoma ya Banege yaneze umwami ku ngoma ». (Nkoma ya Banege qui a intronisé le roi). Alors, Ntare I[er] et son chien se reposent sur la célèbre pierre de Juragati, sur laquelle ils ont laissé leurs empreintes. Les récits relatant la fondation du royaume du Burundi, firent de Nkoma le passage obligé de Ntare I[er] avant d'atteindre les hauts lieux de Muramvya (Bukeye, Kiganda, Mbuye, etc.), qui serviront pour la suite de capitales royales privilégiées pour les cérémonies de la fête nationale des semailles (umuganuro).

---

[5] République du Burundi, Ministère à la Présidence chargé du Plan, *Monographie de la province Rutana*, BUJUMBURA ,1986, p.76.

[6] RURAKENGEREZA, 58ans, cultivateur, 12 septembre, Nyakazu

E.Mworoha note que « le Nkoma de Banege, c'est là vers Rutana, là où Ntare est allé se cacher, grandir, et il a été reconnu par sa tante qui l'avait conduit chez son mari Ruhaga, roi du Buha [....] il n'est pas impossible que Ntare, fondateur de la dernière dynastie fût un conquérant venu des régions méridionales, un dissident du Buha dans les parages de la rivière Malagalazi soit au sud de l'Etat actuel du Burundi, soit du nord ou sud du Buha »[7]

Une autre tradition populaire fait sortir le premier roi du long et profond tunnel dit « Icobo ca Nyabarega ». Il s'agit en fait d'une grotte située à Kayove, près du chef lieu actuel de la commune Mpinga-Kayove.

La commune Mpinga-Kayove comprend les hauts plateaux de Nkoma où les gens vivent dispersés dans leurs enclos. Autour de leurs propriétés s'étendent champs et pâturages. Un réseau dense de sentiers relie l' enclos et collines entre eux . Une vie très riche en relations y est observée.

B. Historique de l'organisation administrative de la Commune Mpinga- Kayove

La commune Mpinga-Kayove était le domaine des Batare. Depuis 1931, deux frères de cette branche dynastique : Bacanamwo et Mukura gouvernaient cette région . Le premier hérita le Nkoma et le second la plaine du Kumoso. Bacanamwo sera destitué en 1938 et remplacé par Ndenzako venu de Muyaga.

[7] .MWOROHA (E.), *Peuple et rois de l'Afrique des grands lacs*, Dakar-Abidjan, N.E.A. (Nouvelles Editions Africaines), Dakar-Abidjan, 1977, p.101.

A l'instar des autres chefs ganwa qui dirigeaient le pays, ces chefs batare du sud –est étaient chargés sur le plan politique d'organiser leurs terres en sous-chefferies par la nomination des sous-chefs, de répartir les charges et d'allouer les terrains à cultiver. Ils tranchaient également les palabres qui dépassaient les compétences des sous-chefs.

Le Nkoma était constitué par deux domaines royaux ayant des fonctions différentes. Il y avait le domaine des Bajiji-Baganuza qui avait un caractère ritualiste et celui des Bahanda qui était purement économique.

1. Le domaine des Bajiji-Baganuza

La chefferie des Bajiji-Baganuza de Nkoma s'étendait sur l'emplacement de la mission actuel de Mpinga et couvrait les collines de Muganza, Gihinga, Mugondo, Mirehe, Kagoma, et Kanyeregwe[8].Toutes ces collines formaient le domaine rituel de Nkoma qui était autonome tant à l'égard du pouvoir central que des princes ganwa qui administraient les régions environnantes. La gestion de ce domaine rituel incombait au chef des ritualistes appelés Ntare de Nkoma . Cette autonomie était confirmée par les privilèges reconnus à la région par la cour royale : l'absence de redevances, l'immunité du territoire et la possession du tambour, emblème suprême du pouvoir.
En effet, les Bajiji de Nkoma ne fournissaient aucune prestation au roi ou aux chefs : pas de redevances ni en biens (bétail, produits agricoles, artisanaux ou importés :bracelets, perles etc.) ; ni en services (travaux agricoles ou de construction).

[8] EMERUSENGE , (E.), *Evolution socio- politique du sud-est du Burundi (Kumoso-sud et Nkoma-Bunyambo). De la deuxième moitié du 19ème siècle, au milieu du 19ème siècle,* Bujumbura , mém.,U.B. , 1977-1978, p.7.

Bien au contraire, le roi leur donnait à chaque fête d ' « Umuganuro » des bestiaux à abattre et leur chef recevait des cadeaux multiples de la part de ses sujets. C'était une société d'abondance vivant dans une ambiance de fête permanente. Selon M.Bahenduzi : « le responsable de cette confrérie fait figure de souverain. En effet, il gérait la région sans aucune pression de la cour. De plus à l'image des autres Baganwa ou autorités déléguées, il est très riche et aussi polygame. La communauté des Bajiji de Nkoma constitue sans doute le groupe ayant le niveau de vie le plus élevé dans le Burundi pré-colonial »[9]

Au début du 19 ème siècle jusqu'aux environs des années 1930, ce fief royal était dirigé par Mahembe, le plus grand chef ritualiste dans la région et à l'échelle nationale sous le nom de Ntare de Nkoma. Il coordonnait en dernier ressort les prestations nécessaires au Muganuro et contrôlait l'arbitrage de la justice.
Dans la gestion de ce territoire autonome, il était assisté par les « Ivyariho » (délégués), tous du clan des Bajiji. Leurs principaux devoirs étaient de construire et d'entretenir les enclos de Mahembe. C'était également à eux qu'incombaient la plus haute mission de préparer tout le nécessaire pour la fête des semailles.
Les autres Bajiji de Nkoma étaient chargés sous la direction de leur chef d'entretenir le champ de sorgho royal destiné à fabriquer la « pâte sacrée » dont la consommation par le roi constituait l'un des principaux rites que le Mwami devait accomplir lors des cérémonies de l' « Umuganuro ».[10]
De plus, ces Baganuza devaient apporter à la cour royale du miel et de la farine de ce sorgho royal appelé « Isugi »[11] qu' on utilisait pour préparer cette pâte rituelle.

---

[9] .BAHENDUZI , (M.), *Le Muganuro et l'Umwaka : deux fêtes rituelles du Burundi ancien*, mém., E.N.S. Bujumbura,1976-1977, p.9.
[10] BAHENDUZI (M.), op. cit., p. 19
[11] . Ce terme désignait normalement la vache laitière du roi qui n'avait pas encore perdu un veau. Il est symbole de fécondité , de prospérité, et surtout de pureté et de virginité.

Bien que les cérémonies d'« Umuganuro » avaient lieu à la cour royale en décembre de chaque année, les Baganuza (ceux qui célébraient l'Umuganuro) de Nkoma dirigés par leur chef Mahembe à l'époque de Mwambutsa IV, commençaient les préparatifs de l'Isugi , on rassemblait les présents qui devaient l'accompagner à la cour royale : un grand pot (intango), des chalumeaux , des tambours neufs, de la bière d'hydromel en fermentation et l'ishinge destiné à éclairer les cérémonies nocturnes de l'Umuganuro.

Vers le mois de décembre, des gens recrutés dans la région accompagnaient le grand chef ritualiste Mahembe et les principaux Bajiji organisateurs d'Umuganuro, transportaient le convoi à la cour royale. Au cours de ce voyage vers la cour, les Bajiji-Baganuza de Nkoma empruntaient, selon la tradition, le même chemin que parcourut le roi Ntare Rushatsi, héros fondateur de la monarchie burundaise.

Le transport de l'Isugi rappelait quelque chose de sacré et tout le monde se mettait à l'écart à la vue du cortège pour dégager le chemin. Bahenduzi en dit plus à ce sujet : « Le transport de l'Isugi est une chose semblable à la procession du Saint Sacrement chez les chrétiens actuels à quelques nuances près. A chaque étape, une hutte (ingoro) avait été construite pour l'héberger. Le cortège est respecté , on peut même dire qu'il est craint. A la vue de la caravane tout le monde s'écarte ».[12]

Cette participation indispensable des Bajiji-Baganuza de Nkoma à cette éminente fête nationale nous prouve que ces ritualistes étaient fortement associés à l'exercice du pouvoir politique, ce qui ne manquait pas sur le plan national de renforcer le prestige politique de la région.

[12] .BAHENDUZI (M.), op.cit.,p.19

2. Le domaine des Bahanda

A environs deux heures de marche vers le Sud-ouest de ce premier domaine ritualiste des Bajiji de Mpinga, se trouve le domaine des Bahanda constitué par les collines de Rorero et de Kayove.

Contrairement au domaine des Bajiji-Baganuza qui avait un caractère ritualiste, celui des Bahanda était purement économique. Ces terres semblent, selon la tradition, avoir été attribuées au clan des Bahanda par Ntare Rugamba en guise de récompense suite à un Muhanda qui aurait été sacrifié à son intronisation, elles avaient pour rôle essentiel de fournir à la cour royale des vivres, de l'hydromel, du bétail et de servir comme pâturages aux troupeaux du roi.

Sur le plan agricole, ce domaine des Bahanda était très riche et il semble que le roi distribuait de telles terres à de simple chefs Bahutu ou Batutsi pour que la cour soit régulièrement ravitaillée. Selon Ndikuriyo Adrien, : « il était indispensable pour le roi de s'allier directement avec les populations hutu du Kirimiro et du Kumoso pour asseoir son autorité sur les bases stables et solides, et surtout pour voir sa cour approvisionnée régulièrement en produits vivriers »[13]

Du point de vue administratif, les collines de Kayove et de Rorero avaient une autonomie de gestion, et échappaient donc au contrôle de grands chefs Baganwa ou à celui d'autres chefs locaux. Elles relevaient directement du roi et étaient gérées par les favoris Bahanda de la région.

---

[13] .NDIKURIYO , (A.), *Les relations socio-économiques dans la société traditionnelle au Burundi*, mém., Université de Lubumbashi,1974,p.124.

La région de Nkoma, étant peu soumise au pouvoir central et en contact permanent avec Buha, elle fut souvent le lieu de théâtre d'un certain nombre d'intrigants et des aventuriers prétendants au trône. Ainsi, sous le règne de Mwezi-Gisabo, cette région connut l'aventurier Rwoga venu du Buha et qui menaça dangereusement le royaume en voulant se proclamer roi. Un autre aventurier rebelle nommé Bigendakayombero apparut dans le Kumoso-Sud et à Ntuku au début de la colonisation belge. Il prétendait être roi divin, faiseur de pluie et pouvant se déplacer par vol la nuit.

3. Organisation administrative de la commune Mpinga-kayove

La commune Mpinga-Kayove se subdivise en 4 zones et 32 collines. Ces zones sont Mpinga, Kayero, Kiguhu et Mugondo.

Tableau 1 : Organisation administrative de la commune Mpinga-Kayove

Zones	Collines de recensement
Mpinga	1.Butambara 2.Butamya 3.Gihinga 4.Kagoma 5.Kibanda 6.Maganahe 7.Mpinga 8.Muganza
Kayero	1.Butambara 2.Giheta 3.Gitaba 4.Juragati 5.Kayove 6.Munyika 7.Musotera 8.Ngarama 9.Rorero
Kiguhu	1.Buranga 2.Mbuye 3.Nyakazu 4.Gasasa 5.Nyakabanda 6.Kiguhu 7.Mirehe
Mugondo	1.Bayumbu 2.Gasenga 3.Gasozi 4.Mugondo 5.Ngara 6.Ntozi 7.Rasa 8.Rutoke
Total	**32**

Source: *Découpage administratif du Burundi / Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique / IFES/USAID / Décembre2005.*

Avant la crise de 1993, cette commune était administrée par Nimenya Salvator très populaire car il avait une probité morale forte.

Selon les articles 10 et 11 du décret du 30-7-1987, l'administrateur communal est chargé de l'application des loi, décrets et ordonnances émanant du pouvoir central ainsi que les décisions réglementaires émanant des autorités provinciales et du ministère de l'Intérieur. Il exerce les pouvoirs et attributions que les lois et règlements lui confèrent et ceux que les autorités territoriales lui délèguent .

Il exerce dans sa commune un pouvoir général de police afin d'assurer l'ordre public, la sécurité, la tranquillité et la santé de la population. A cet effet , il prend des règlements de police et peut édicter des sanctions ne dépassant pas 7jours de servitude pénale et 200 francs burundais d'amende, ou l'une de ces peines seulement. Ces règlements sont adressés aussitôt au gouverneur de province pour vérification de leur légalité ou de leur opportunité. Ils deviennent exécutoires après approbation de l'autorité de tutelle le lendemain de leur affichage dans la commune ou dans les zones.

Les articles 12 et 13 du même décret précisent encore les attributions de cette autorité : En cas d'urgence, l'administrateur communal peut décider l'exécution provisoire des règlements de police qu'il prend. Il règle tout ce qui est de l'intérêt communal et donne son avis sur tout objet qui lui est soumis par l'autorité hiérarchique : il gère les biens et les revenus de la commune, il est responsable de la préparation et de l'exécution du budget communal, il établit les taxes fiscales et rémunératoires utiles en se conformant à la législation financière. Les zones étaient administrées par les chefs des zones nommés par le gouverneur de province sur proposition de l'administrateur de la commune.[14].

[14] Rapport communal de sécurité de 1992

II. Démographie

La commune Mpinga-kayove qui couvre une superficie de 302,12km^2, regroupait en 1990 si on en croit le recensement général de la population, une population de 37.878 habitants.

Tableau 2 : Population résidente selon la résidence actuelle et la durée de résidence par âge et par sexe en 1990

Résidence actuelle	Total	Mois de 5 ans	Durée de résidence.				
			5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20 ans et plus	N.D.
Commune Mpinga- Kayove							
Les deux sexes	37.878	8.070	7.968	3.943	3.622	14.148	127
Moins de cinq ans	7.415	7.303	-	-	-	-	122
5-9 ans	6.146	117	6.029	-	-	-	-
10-14 ans	4.154	67	1.065	3.020	-	-	2
15-19 ans	3.368	73	101	660	2.534	-	-
20-24 ans	3.112	198	116	18	824	1953	3
25-29 ans	2.805	113	189	37	34	2.428	4
30-34 ans	2.363	63	133	78	37	2.052	-
35-39 ans	1.959	49	106	53	68	1.683	-
40-44 ans	1.301	26	56	28	32	1.157	-
45-49 ans	9.84	19	42	13	25	885	-
50-54 ans	885	16	25	14	31	799	-
55-59 ans	648	8	29	5	11	594	-
60-64 ans	791	10	21	10	12	737	1
65 ans et plus	1.932	8	43	7	12	1.860	2
Non déterminé	15	-	13	-	2	-	-

Source *: République du Burundi, Ministère de l'Intérieur et du Développement des Collectivités locales, Province Rutana , Recensement général de la population et de l'habitation, Résultats définitifs , Tome II ,volume, XIV , avril 1992, Bujumbura , p 76*

L'allure de la pyramide des âges ne diffère pas tellement de celle du pays. Nous constatons que 47% de la population de la commune Mpinga- Kayove ont un âge compris entre 0 et 14 ans, les adultes (15-65 ans) constituent en moyenne 48% de la population de cette commune, tandis que les personnes âgées (65 ans et plus) représentent 5% de la population. Cet effectif très élevé se justifie par les conceptions natalistes de la population de la commune Mpinga-Kayove selon lesquelles l'enfant est une richesse.

III. Climat politique à la veille de la crise d'octobre 1993

Avant la crise d'octobre 1993, les Hutu et les Tutsi de la commune Mpinga-Kayove vivaient en bonne relation et cohabitaient pacifiquement.[15] La population était « encadrée » par des Bashingantahe, Ceux-ci étaient respectés et faisaient régner l'ordre au sein de la population en tranchant les palabres. Cette institution restait le bras droit des autorités administratives dans le maintien de l'ordre et de l'unité au sein de la population. Les gens s'entraidaient et vaquaient normalement à leurs occupations quotidiennes. Il convient de noter que les querelles et autres conflits existaient dans cette région.

Les autorités politiques encadraient la population, donnaient des messages allant dans le sens de la politique en vigueur à l'époque notamment celle du développement et de la mobilisation politique pour les idéaux d'unité et de la paix. Des tournées de sensibilisation étaient dès fois organisées surtout le jour des travaux communautaires[16]

[15] MBARUKUNDI, cultivateur, 62ans, le 17 septembre, 2007, Nyamiyaga
[16] . Rapport communal de sécurité, 1991, p. 5

Selon les rapports communaux de 1992 et ceux de 1993, l'administrateur communal réservait la journée de lundi aux audiences publiques.
Cette activité lui permettait de connaître les conflits et les préoccupations des administrés. Des cas sporadiques de désordre troublant la tranquillité de la population étaient toujours signalés dans la réunion des chefs de zone et des chefs de secteurs avec l'administrateur communal. Il y avait aussi les désordres liés aux vols, des bagarres dues à l'ivresse. En outre de rumeurs de confits ethniques qui se dessinaient à l'horizon commençaient à se faire entendre en octobre 1992. Le problème de drogue était également signalé dans la zone de Kayero et Mpinga.[17]

Globalement, la sécurité était satisfaisante. La population respectait les dirigeants et participait massivement aux travaux de développement communautaire[18] .

IV. La vie économique à Mpinga-kayove

A. Agriculture et élevage

a. Situation des cultures dans la commune Mpinga-Kayove

Comme partout ailleurs dans le pays, la vie économique à Mpinga-Kayove a et reste même aujourd'hui dominée par l'agriculture. Les principales cultures vivrières de la commune Mpinga-Kayove sont le haricot, maïs, manioc, patate douce, pomme de terre, arachides, banane, sorgho, riz, petit pois, soja, éleusine et le blé.

[17] Idem
[18] Ibid, p.6

Les cultures comme arachides, sorgho, riz et soja sont cultivées à petite échelle. La pratique culturale est de type traditionnelle, assurée en grande partie par les femmes avec une prédominance de culture en association.

- **Banane**

Le bananier joue un rôle très important car il produit outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bières (Igisubi) très consommées dans la commune.

La production moyenne de la banane était évaluée à 48.896tonnes en 1992 et vient en première position. Cette production représente 57% de toute la production vivrière de la commune. Elle constitue l'un des aliments de base et également source de revenus pour les paysans de la commune.[19]

- **Patate douce**

Les tubercules de patate douce sont très appréciées dans l'alimentation de la population de Mpinga-Kayove. La patate douce est cultivée sur toutes les collines de la commune et dans les marais. Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune. La production moyenne de la patate douce était estimée à 19.920 tonnes en 1992, soit 22% de la production de toute la commune.[20]

- **Manioc**

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes se déroulent toute l'année, à mesure des besoins car le champ sert de grenier. Le manioc est l'aliment de base de la population de la commune Mpinga-Kayove.

---

[19] D.P.A.E Rutana, Département des archives, Rapport 2006, p. 22
[20] Idem

Il est consommé sous forme de pâte (Ubugari) ou sous forme de tubercules épluchés et les feuilles sous forme de légume (Isombe). Sa production moyenne était évaluée en 1992 à 1.654 tonnes. Parmi les cultures cultivées dans toute la commune, le manioc occupe la troisième place.[21]

- **Maïs**

Le maïs est cultivé en association avec le haricot pendant la première saison culturale. Sa production moyenne était estimée en 1992 à 1.652 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est utilisée pour l'autoconsommation et l'autre partie à la vente. En comparaison avec d'autres cultures, le maïs vient en quatrième position des cultures de » la Commune.[22]

- **Haricot**

Cette légumineuse est utilisée dans tous les repas des populations de la commune. Pour les ménages, le haricot est une source importante de protéines végétales aux ménages.

Sa production moyenne était estimée en 1992 à 1.604 tonnes dans la commune. Le haricot est toujours semé toutes les saisons. La première saison en association avec le maïs. Notons que la culture de haricot vient en cinquième position parmi toutes les cultures de la commune Mpinga-Kayove.[23]

- **La Pomme de terre.**

La pomme de terre est l'un des aliments de base de la population. Elle est aussi une source des revenus substantiels aux paysans car elle est vendue dans tous les marchés de la commune. Sa production moyenne était évaluée en 1992 à 1.386 tonnes.

---

[21] Idem
[22] Idem
[23] Ibidem, p 26

- **Arachides**

La production d'arachide est estimée en grande quantité parmi les variétés cultivées dans la commune. Elle était estimée en 1992 à 99tonnes. Une grande partie de la production est vendue aux commerçants grossistes qui les revendent à Bujumbura.[24]

- **Le Riz**

Le riz pluvial est cultivé dans la région du Moso à une petite échelle. La production communale était estimée en 1992 à 12 tonnes.[25]

- **Le Petit pois**

C'est une culture pratiquée dans toute la commune, il est cultivé en association avec le haricot et le maïs. C'est un aliment apprécié par la population lorsqu'il est préparé avec la banane. La production communale était estimée en 1992 à 4tonnes[26]

- **Soja**

La culture du soja est récente dans la commune, les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans l'alimentation. La production communale est de 2,5tonnes.[27]

- **Sorgho**

Le sorgho est cultivé seul dans le champ et constitue une source de revenu pour les ménages car une grande partie est vendue aux commerçants qui les vendent à leur dans la commune Mugamba. Sa production était estimée en 1992 à 600 tonnes et occupe la sixième place dans les cultures vivrières de la commune Mpinga-Kayove.[28]

---

[24] D.P.A. E , Rutana, op, cit, p 28
[25] Idem
[26] Idem
[27] Idem
[28] D.P.A.E, Rutana, op, cit, p 32

L'alimentation dans cette commune reposait presque essentiellement sur les céréales (sorgho, éleusine, maïs), et sur la légumineuse (le haricot). Le sorgho et le maïs constituaient pour la grande partie de la population l'alimentation de base.

Ces deux céréales étaient bien adaptées à cette région et jouaient un rôle non négligeable dans l'économie des ménages. Une grande part de sorgho servait à brasser de la bière et le reste était absorbé sous forme de pâte alors que le maïs fournissait essentiellement de la pâte.

Ce régime alimentaire était complété par la colocase, la banane et la courge
Cette dernière était cultivée dans la commune Mpinga-kayove avant la crise de 1993 mais qui tend à disparaître aujourd'hui . Comme le haricot, elle présentait un double avantage sur le plan alimentaire. D'une part, ses feuilles tendres entraient dans l'alimentation sous forme de légumes. D'autre part, elle était consommée seule à sa maturité..

A côté des céréales et légumineuses, la population de la commune Mpinga-Kayove, se nourrissait aussi de la colocase. Celle-ci était associée à la patate douce. Elle n'est pas très répandue car elle exigeait beaucoup de fumier qui ne peut être disponible que chez les éleveurs.

Dans cette région, les récoltes étaient échelonnées sur une période n'excédant pas six mois (haricot en janvier ; maïs en mars-avril ; éleusine en avril-mai;sorgho en juin-juillet). Ce qui entraîne d'importantes variations saisonnières dans l'alimentation et des périodes de soudures parfois longues.

Tableau 3 : Evolution des différentes cultures dans la commune Mpinga-Kayove depuis 1991 à 1995

Années / Cultures	1991	1992	1993	1994	1995	Production moyenne	%
1.Banane	21.180	48.896	100.632	18.912	15.760	41.076	57
2.Haricot	2.230	1.604	3.810	1.680	2.160	2.697	4
3.Maïs	13.209	1.659	1.600	386	720	3375	5
4.Manioc	15.736	1.654	1.600	8.448	6.000	6.689	9
5.Patate douce	8.340	19.920	44.040	3.780	3.600	15.936	22
6.Pomme de terre	2.780	1.386	1.346	480	500	1.298	2
7.Sorgho	474	600	900	20	12	401	1
8.Arachide	187	99	166	99	66	123	0
9.Total	64.136	77.823	154.094	34.105	28.818	71.795	100

Source :*D.P.A.E / Rutana / Mars 2006.*

Les variétés cultivées dans la commune Mpinga –Kayove sont les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

- **Cultures fruitières**

Les principales cultures fruitières de la commune Mpinga-Kayove sont : Les orangers, les citronniers, les avocatiers, les mandariniers et les manguiers. Selon les rapports de la D.P.A.E Rutana, l'avocatier occupe la première place avec 1ha. Les plantations fruitières sont de petite exploitations familiales non loin des

U. B.

habitations. La grande partie des productions fruitières est vendue pour se procurer de l'argent.[29]

- **Cultures maraîchères**

Les principales cultures maraîchères de la commune Mpinga-Kayove sont : les tomates , oignons et les choux. Ces dernières procurent à la famille cultivatrice des revenus car presque toute la production est commercialisée. La production de la tomate est plus importante avec 39%, suivi de celle des oignons 35%.[30]

b. Elevage

Avant la crise de 1993 l'élevage était une activité très importante dans la commune Mpinga-Kayove car il a un rôle économique important. Le matin, après la traite , chaque éleveur conduisait ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux était assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

Le cheptel de la commune Mpinga-Kayove était composé de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins. Selon Nimbona Léonie, comptable de la commune Mpinga –Kayove : « avant la crise de 1993, le cheptel bovin était très important. Il est évalué à 18.546 têtes de vaches et contribuaient via les taxes à l'augmentation des recettes communales . Mais cette taxation n'était pas bien faite car les éleveurs ne déclaraient pas tous leurs troupeaux. Des agents communaux étaient corrompus par les éleveurs. Le bétail joue un rôle dans la fumure des champs. Sa place dans l'alimentation est importante » [31].

---

[29] D.P.A.E , Rutana, op, cit, p. 40
[30] Idem
[31]. NIMBONA, (L.), comptable de la commune Mpinga-kayove, 15 septembre 2007.

B. Les activités commerciales

Dans la commune Mpinga-Kayove, le commerce portait principalement sur les produits agricoles, d'élevage et les produits artisanaux locaux. Les marchés ruraux constituaient la forme de commerce la plus courante. Le marché, c'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts, de rencontre et de loisirs.

Les produits agricoles qui étaient commercialisés correspondaient souvent aux surplus de la production et permettaient à la population d'avoir des revenus monétaires. Les marchés jouaient le rôle des points de distribution des produits manufacturés ainsi que celui d'approvisionnement des produits agricoles ou d'élevage pour le petit bétail.

Avant la crise de 1993, la population de la commune Mpinga –Kayove payait les taxes et la caisse de la commune se portait bien. Mais depuis cette période, les autorités communales ont des difficultés pour faire payer ces taxes. Ainsi les taxes s'élevaient à 17.245.864 FBU en 1991 et à 15.423.670 FBU en 1992. En 1993, elles étaient de 5.831.930 FBU. Huit ans plus tard, la situation n'était guère meilleure (2001 : 6.337.900 FBU)[32].

Cette commune compte 5 marchés : Kayero, Rwinkona, Kiguhu, Nyabantu et Kayove.

[32] Informations obtenues de l'administrateur communal, Bagwire Pétronie ,le 22 Septembre 2007.

C. Les transports et les communications

La commune Mpinga-kayove est désenclavée par une route nationale de la R N 8 bitumée et une route communale de 29 km en terre compactée en mauvais état et 10 pistes compactées de 138 km de longueur qui sont toutes en mauvais état .

Avant la crise de 1993, le transport vers d'autres provinces était assuré par des camionnettes et des mini bus . Le transport à bicyclette était aussi développé. Le vélo permettait le transport rapide des récoltes et de petite quantité de marchandises vers les marchés. Le relief accidenté et l'état défectueux des routes ne facilitaient pas l'usage de ce moyen de transport. Cette situation fait que le portage soit le plus développé.

D. Le Secteur éducatif

Comme dans toutes les régions du Burundi, avant l'introduction de l'école, la commune Mpinga-kayove était caractérisée par une éducation traditionnelle qui se faisait auprès des parents par le contact direct avec la réalité concrète. L'enfant apprenait par ses parents.

Avec l'école, l'éducation des enfants est devenue l'affaire d'une institution qui exige la construction des locaux, la mise en place des enseignants qualifiés, une administration, un matériel didactique adéquat etc. Et tout cela nécessitait des moyens financiers importants, qui, avec le temps, sont devenus de plus en plus rares.

Avant la crise de 1993, le rôle des églises dans le secteur de l'enseignement dans la commune Mpinga-Kayove n'était pas très remarquable.

L'Eglise Méthodiste-Unie de Kayero entretenait l'école primaire de Kayero et l'église catholique contrôlait l'école primaire de Mpinga . Toutes les deux écoles avaient été construites par les missionnaires. Cette commune comptait avant la crise 12 écoles primaires réparties de la manières suivante :

Tableau 4 : Répartition des écoles primaires à Mpinga –Kayove avant la crise de 1993

Zones	Ecoles
1.Kayero	1.Kayero
	2.Nyamiyaga
	3.Kayove
	4.Ngara
2.Kiguhu	1.Kiguhu
	2.Gitwa
	3.Nyakazu
3.Mpinga	1.Mpinga
	2.Maganahe
	3.Mugondo
	4.Nyabantu
	5.Rasa

***Source** :Rapport de la Direction cantonale de Kayero, du 26 Août 1992*

En outre, la commune Mpinga-Kayove comptait un seul canton sous la direction de l'inspecteur cantonal Monsieur Raphaël Mbazumutima qui, d'ailleurs, maintient ce poste jusqu'aujourd'hui.

Le rapport cantonal du 26 août 1992 montre que le canton Kayero totalisait 74 enseignants dont 52 hommes et 22 femmes. Celui du 12 septembre 1994 montre que 2 parmi les 74 enseignants ont été tués pendant la crise. Le même rapport mentionne que 22 enseignants étaient non qualifiés.

Par ailleurs, la fréquentation de l'école qui, forcée au départ, puis timidement acceptée au fur et à mesure que la population voyait des effets positifs, a fini par exercer un attrait spectaculaire. Les élèves qui réussissaient l'école primaire avaient du mal a trouvé l'école secondaire car toute la province de Rutana n'avait que le seul lycée de Rutana construit en 1987. La majorité des lauréats étaient donc envoyés dans les provinces de Gitega, Cankuzo et Ruyigi. Certains élèves étaient condamnés à se rendre à pied dans les lieux où ils étaient affectés. Cela prenait parfois deux jours pour arriver à destination.

L'exercice renouvelé chaque trimestre décourageaient bon nombre d'enfants qui préféraient alors, une fois le tronc commun terminé, embrassé la carrière militaire.

On constate par conséquent que cette commune n'est pas très scolarisée. Cette situation se retrouve au niveau de toute la province. Le tableau ci-après le montre clairement.

Tableau 5 : Niveau d'instruction de la population de la province Rutana de 7 ans et plus jusqu'en 1990

Niveau d' instructions	Total	%
Aucun niveau	103.332	72,8
Niveau primaire	33.833	23,8
Section générale, I^{er} cycle	1.819	1,3
Section générale,2è cycle	802	0,6
Enseignement général supérieur	153	0,1
Section technique, I^{er} cycle	195	0,13
Section technique,2ème cycle	226	0,15
Technique Supérieur	39	0,03
Autre	15	0,01
Non déterminé	1.535	0,08
Total	141.949	100

Source :*République du Burundi, Ministère de l'Intérieur et du développement des collectivités locales, Province Rutana, Recensement général de la population et de l'habitation :Résultats définitifs : Tome II, volume XIV, Avril,1992 , page 100.*

Il ressort de ce tableau que 72,8% de la population de la province Rutana n'avait jamais fréquentée l'école avant 1990, ce qui représente un pourcentage élevé par rapport à l'ensemble du pays. Cette faiblesse de scolarisation trouve ses origines dans la mentalité traditionnelle de la population de cette province.

Le changement en la matière n'a commencé à s'observer qu'avec l'arrivée des immigrants en provenance des régions naturelles du Bututsi et du Kirimiro où l'engouement pour l'école était assez fort. La population des communes

Rutana, Musongati et Mpinga-Kayove commence à s'intéresser à la scolarisation de leurs enfants.

Le taux net scolarisé (TNS) qui est le rapport en pourcentage entre l'effectif scolarisé de la tranche d'âge concerné et la population scolarisable. Ce TNS est de 89 % pour la commune Mpinga-Kayove, 79,3 % pour celle de Rutana, 77,5% pour celle de Musongati, 76,5% pour Bukemba , 73,1% pour Giharo et 63,9% pour Gitanga. Dans toute la province, la moyenne du TNS est de 76,5%[33].

E. Le Secteur sanitaire

La population de la commune Mpinga-Kayove souffre des maladies suivantes : le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les parasitoses intestinaux, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les maladies sexuellement transmissibles et le V.I.H / SIDA.

Le secteur de la santé de la commune Mpinga-kayove était aussi caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements, des bâtiments et le manque de médicaments.

Avant la crise de 1993, la commune Mpinga –Kayove comptait 3 centres de santé dont un public et deux privés. Ces centres de santé étaient répartis dans toutes les zones. Celui de Kayero appartenait à l'Eglise Méthodiste -Unie, celui de Kiguhu à l'église catholique et celui de Mpinga était public. La couverture sanitaire et la capacité d'accueil étaient trop peu suffisants. Le centre de Mpinga desservait 14 collines de recensement , celui de Kiguhu 8, et celle de Kayero10. Dans cette commune il n'y avait aucune pharmacie.[34]

[33] DPE Rutana, Service de la planification scolaire, Rapport 2005

[34] Direction provinciale de la Santé / 1992

La médecine préventive joue un grand rôle dans l'amélioration de la santé. Le PEV (Programme Elargie de Vaccination) a réalisé des activités qui ont permis de faire reculer certaines maladies. La vaccination concerne surtout les maladies suivantes : le tétanos, la coqueluche , la rougeole , la tuberculose et la poliomyélite.

Après la crise de 1993, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenza de type B10. Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l' on peut prévenir par vaccination.[35]
La campagne de vaccination n'est pas vue de la même façon par la population de la commune Mpinga-Kayove et surtout la vaccination des jeunes filles ; ces dernières croient que cette campagne vise à les rendre stériles.

Devant l'échec de la médecine moderne , on fait recours à la médecine traditionnelle. L'autre facteur qui a rendu repoussante la médecine moderne, se sont les prix élevés des médicaments prescrits par les infirmiers alors que les guérisseurs, eux, se contentaient de prescrire des herbes et des racines à des prix modiques. De nos jours, on rencontre également dans la région des objets inanimés comme la longue pierre de Nyamagana (la partie inhabitée sur la colline Rorero à quelque deux kilomètres du chef-lieu de la commune Mpinga-Kayove) et celle de Kayove située aussi non loin de la commune.
L'autre problème auquel se heurte la population de la commune Mpinga-Kayove est le manque d'eau potable.

[35] .KANDUZO, (E.),Responsable du centre de santé de Kayero, 11 septembre2007.

Selon la Régie communale de l'eau, il faut un puit d'eau potable tous les 500 mètres afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Avant la crise de 1993, la commune Mpinga –kayove ne répondait pas à ces conditions.

Les normes pour un approvisionnement optimal étaient d'un puit d'eau pour 500 ménages. Ce qui n'était pas satisfaisant au vue de la norme.
Des sources qui avaient été aménagées avant que la crise éclate n'ont pas fonctionné. Selon Gacaca, responsable de la Régie communale de l'eau et chargé de l'installation des fontaines publiques dans la commune ; avant juste l'éclatement de la crise, une société SOGEA allait construire des sources aménagées à travers toute la commune. Cette société devait construire 181 points d'eau, 27 réservoirs et 6 bornes fontaines mais ces travaux ont été arrêtés suite à l'éclatement de la crise.[36]

[36] GACACA , 43 ans, responsable de la Régie communale de l'eau, 12 novembre 2007

CHAPITRE II : LA CRISE D'OCTOBRE 1993 A MPINGA-KAYOVE.

I. Les signes avant –coureurs de la crise de 1993 à Mpinga –Kayove

Le Burundi a été jalonné par des crises intestines depuis 1965, 1969, 1972, 1988 et 1993. KAMERE Sébastien veilleur à la paroisse de Mpinga explique comme sa zone a été atteinte : « les questions ethniques ont commencé avec l'avènement du multipartisme, ce sont les intellectuelles (abize) qui ont véhiculé ce poison dans notre zone. Elles ont commencé d' abord par manipuler les agronomes et les enseignants. Ils disaient que le parti des Hutu va bientôt être agrée et qu' il ne faut pas voter pour l'unité nationale et la Constitution. Ils circulaient dans toutes les collines pour nous enseigner ces idées »[37].

Ndarishikanye Barnabé le fait remarquer dans ces termes : « La guerre de contrôle du pouvoir que connaît le Burundi se mène sur un champ de bataille ethnique .Tels des caméléons chassant les mouches, les politiciens ont revêtu le costume ethnique afin de se partager le gâteau du pouvoir appelé pudiquement « responsabilités ». L'opportunisme en politique a été toujours de mise. Mais quand les antagonismes politiques n'ont pas de limites, ils sont assez vils pour exploiter les peurs et les fanatismes collectifs »[38].

Cet endoctrinement est surtout activé par les intellectuels : « Le rôle des intellectuels burundais est impondérable dans les crises qui ont secoué le Burundi, de façon très générale, toute personne ayant fréquentée le banc de l'école peut se voir qualifié d'intellectuel au moins par ses compatriotes qui n'ont pas étudié.

---

[37] .KAMERE (S.), 52 ans, veilleur à la paroisse Mpinga , , 17 septembre, 2007.

[38] .Cité par NDARISHIKANYE, (B.) in GUICHAOUA (A.) (sous la direction de), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Université des sciences et technologies de Lille, Faculté des sciences économiques et sociales, Karthala, 1995, p.155.

Ainsi, tous les finalistes des écoles secondaires ou supérieurs sont des intellectuels que le système de formation déverse dans la société. Mais tous les lettrés ne méritent pas l'honneur d'être appelé intellectuels ».[39] Selon le même auteur, « l'intellectuel c'est celui qui réfléchit. Réfléchir est un acte solitaire posé par une personne qui a acquis de par sa formation et sa fonction dans la vie active des mécanismes et des outils de raisonnement en vue de chercher la vérité et d'éclairer les décideurs politiques et sociaux. Dans l'absolu, le fruit ne saurait être réduit à une quelconque querelle partisane en conformité de ce qu'il dit et ce qu' il est ».[40]

Des tentatives de solutions du problème ethnique ont été initiées. Le Président Jean Baptiste Bagaza pensait qu'en mettant en avant le développement économique du pays et la justice sociale, le problème ethnique allait disparaître.

Son successeur le Président P.Buyoya axa sa politique sur l'unité nationale. Dans son discours de lancement des travaux de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, le président BUYOYA déclarait : « A la proclamation de la troisième République, nous avons proposé au pays un projet de société dont l'unité nationale était et reste une ambition centrale, à côté de la justice sociale, du respect des droits de la personne humaine, de la démocratie et du développement de tous »[41].

---

[39] Idem
[40] .Idem.
[41] République du Burundi, Parti UPRONA, Discours de lancement des travaux de la commission nationale chargée de la question de l'Unité nationale, Octibre, 1988, p p 4--16

Il confiait au parti UPRONA la mission de rassembler tous les Barundais pour la réalisation de cette unité : « ---Convaincu que l'UPRONA doit rester le creuset de l'unité des burundais, nous avons inscrit dans les statuts du parti que parmi les options fondamentales, la consolidation de l'unité nationale, l'éradication de toute sorte de division notamment celle fondée sur les ethnies, régions et clans seront nos priorités »[42].

Ainsi, une commission nationale composée de vingt quatre personnes de diverses provenances ethniques, régionales, socio-professionnelles et religieuses a été mise en place afin d'étudier cette question d'unité nationale.

Cette commission déposa son rapport en avril 1989. C'est sur base de ce rapport qu'un débat national sur l'unité a été organisé à travers les colloques et autres assemblées. Cela devrait conduire à la l'adoption de la charte de l'unité nationale. Les membres du parti UPRONA devaient passer dans toutes les collines pour expliquer l'intérêt de voter la Charte de l'unité nationale. Cette mobilisation n'a pas eu des suites favorables dans la commune Mpinga-Kayove. En effet, selon Sindaruhuka : « les gens des collines Kayero et Mpinga tenaient des propos peu rassembleurs en disant que le parti des Hutu va venir, et que pour gagner, ils devraient voter contre la charte de l'Unité nationale et la constitution ».[43] Cette subversion avait déjà gagné le terrain surtout dans les milieux hutu. Des rapports administratifs d'octobre 1990 font état de ce dérapage de langage parmi les membres du parti UPRONA. Lors de l 'explication du déroulement du référendum sur la Charte de l'Unité nationale, des enseignements visant à saboter l'adoption de la Charte de l'Unité nationale ont été diffusés par Monsieur Constantin Kabura de la zone de Mpinga.

---

[42] .Ibidem, p.5.

[43] .SINDARUHUKA,(A.), 54ans, fonctionnaire, zone kayero, 28 septembre, 2007

Tableau 6: Résultats définitifs du référendum sur la charte de l'unité nationale du 5 février 1991 en Province Rutana

Province Rutana	Bukemba	Giharo	Gitanga	Mpinga-kayove	Musongati	Rutana	Total
Nombre d'inscrit au rôle. électoral	7.327	18.026	10.570	16.779	16.844	15.697	85.243
Nombre de participants au vote.	7.182	17.131	10.445	16.441	16.283	15.358	82.840
%des votants par rapport aux inscrits	98,02	96,02	98,81	97,8	94,1	97,8	97,18
Nombre de bulletins positifs.	7.109	16.583	10.379	15.723	15.698	15.297	80.789
Nombres de bulletins négatifs.	68	537	66	688	593	59	2011
Nombres de bulletins nuls.	5	11	0	0	2	2	20
% de suffrages positifs exprimés par rapport aux nombres de votants	98,98	96,80	99,36	95,8	97	99,6	97,52
%de suffrages négatifs exprimés par rapport aux nombres de votants.	0,94	3,13	0.63	4,1	2,63	0,38	2,42

Source : *Le Renouveau du Burundi, no 3.420 du dimanche17-lundi18 février 1991,Bujumbura,1991 ,p.2.*

Cette campagne a été initialement organisée par les gens venus de Bujumbura. La population de la commune Mpinga-Kayove ne mâche pas les mots quand elles accusent ces derniers. Selon Barengayabo « tout le mal est venu de Bujumbura, cela avait commencé avec le multipartisme »[44]. Les premières personnes qui servaient d'intermédiaires étaient les cadres locaux. Niyonzima Gaudence témoigne : « Ils nous enseignaient que le parti des hutu est déjà -là . Pour gagner les élections, on devrait mettre les cartes dans l'urne noire car l'urne blanche est pour les Tutsi. Ceux-ci nous ont gouverné depuis long temps et notre tour est arrivé »[45]. A la rentrée de ceux de Bujumbura, les enseignants et les agronomes répercutaient ces enseignements divisionnistes en radicalisant le sentiment ethnique et en ravivant les rancœurs laissés par les événements tragiques qu'à traverser le pays. Malgré tous ces sabotages, la charte de l'unité a été votée à 95,8% mais le ver était déjà dans le fruit.

En analysant les résultats définitifs du référendum sur la charte de l'Unité nationale du 05 Février 1991 en province de Rutana, nous constatons que la commune Mpinga –Kayove qui fait objet de notre étude a enregistré plus de bulletins négatifs soit 688 sur un total de 2011,elle était suivie par la commune Musongati qui a enregistré 593.

Après le référendum sur la charte de l'Unité nationale ,une commission constitutionnelle à été mise en place et entérinée par le décret présidentiel no 100/039/ du 21 mars 1991 afin d'analyser les problématiques de la démocratisation de la vie politique et d' élaborer le projet de la Constitution de la République du Burundi.

---

[44] BARENGAYABO Philipe , 62ans, cultivateur , le 22 novembre 2007 , Mpinga.
[45] NIYONZIMA Gaudence, 53ans, cultivatrice, , cultivatrice, le 25 novembre 2007, Kiguhu

Dans son article 2, la commission constitutionnelle avait pour mandat : « d'analyser toute problématique de la décentralisation et de produire un rapport au Président de la République ; d'organiser un débat national sur la démocratisation des institutions et de la vie politique et d'élaborer enfin le projet de la Constitution de la République du Burundi et d'en assurer l'explication avant son adoption ».[46]

Dans son rapport, la commission constitutionnelle a présenté les avantages et les inconvénients du monopartisme et du multipartisme et a reconnu que le multipartisme présente une supériorité sur le système du parti unique :le libre choix des gouvernants, la possibilité d'un libre choix , la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'associations politiques ,le droit de prendre part aux affaires publiques et politiques de son pays et le règlement pacifique des conflits sociaux ».[47]

Le référendum constitutionnel a fait objet de sabotage. Le rapport provincial de sécurité de décembre 1990 fait état de la propagande faite par le PALIPEHUTU à Mugondo zone Mpinga, à Gitwa zone Kiguhu et à Kayero zone Kayero. Ce mouvement mettait l'accent sur l'injustice sociale observée au pays. Le rapport provincial de février 1992 a révèle que le FRODEBU et le R.P.B mobilisaient la population pour qu'elle vote contre le référendum constitutionnel.

[46] République du Burundi, Commission constitutionnelle, *Rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi*, Bujumbura, RPP , 1991, p.1.
[47] .République du Burundi, Commission constitutionnelle, op. cit., p.2.

Tableau 7:Résultats du scrutin du Référendum sur le projet de la Constitution en province Rutana , le 09mars 1991

	Bukemba	Giharo	Gitanga	Mpinga-Kayove	Musongati	Rutana	Totaux
Nombres d'inscrits aux rôle électoral.	7.717	18.601	10.918	16.674	16.294	15.942	86.146
Nombre de participants Aux votes.	7.593	17.975	10.810	16.312	16.103	15.702	84.495
%des votants par rapport aux inscrits.	98,39	96,63	99,01	97,82	98,82	98,49	98,08
Nombre de bulletins positifs.	7.313	16.727	10.646	15.552	15.173	15.568	80.979
Nombre de bulletins négatifs.	277	1248	164	753	930	130	3.502
Nombre de bulletins nuls.	3	0	0	8	0	4	15

***Source** :Le Renouveau du Burundi , n°3739 du samedi,14 Mars1992, Bujumbura 1992, p.3.*

Ce tableau démontre bien que les campagnes visant à voter contre la Constitution de la République du Burundi avait déjà gagné le terrain en 1992 en commune Mpinga-Kayove. Comme nos informateurs n'ont pas cessé de le dire , la campagne contre le référendum de la Charte de l'Unité nationale et le référendum Constitutionnel était orchestrée par des enseignants et les agronomes. Le tableau susmentionné montre que le nombre de bulletins négatifs a passé de 688 lors du vote de la charte de l'unité nationale à 753 lors du vote du projet de la Constitution.

En outre, la commune de Giharo frontalière avec la Tanzanie, fief des réfugiés de toutes les crises qui ont endeuillé le Burundi a doublé le nombre de bulletins négatifs . La commune Mpinga- Kayove étant frontalière avec cette commune, elle aussi a connu une gradation de bulletins négatifs, suivant que la campagne s'accentuait. Alors que ces bulletins étaient 688 lors du vote de la charte de l'unité nationale, ils sont allés jusqu'à 753 lors du vote de la constitution .

Cette situation montre bien qu'une mobilisation s'est bien développée dans ces deux communes afin de ne pas faire accepter la loi fondamentale. Les motivations à caractère ethnique constituaient la trame de ces attitudes qui s'acharnaient à ne pas voter pour ces deux textes.
Ce projet de Constitution a été voté par le référendum populaire mais il convient de souligner que ,tout comme le référendum de la Charte de l'Unité nationale, cette consultation a mis au grand jour des tendances ethnistes qui allaient se développer davantage plus tard.

Cette Constitution a été promulguée le 15 avril 1992. Elle reconnaissait le multipartisme. Des partis politiques allaient voir le jour : FRODEBU, R.P.B.....et faire la campagne électorale prévue pour l'année 1993, les élections législatives devant avoir lieu en juillet 1993 et les présidentielles en juin1993.

A. Ethnisation de la campagne électorale

Dans toutes les zones de la commune Mpinga –Kayove, que ce soit les propagandistes de l'UPRONA ou du FRODEBU, tous mettaient l'accent sur l'instauration de la démocratie. Mais, la notion de démocratie était différemment perçue par la population de la commune Mpinga-Kayove.

Pour les uns, l'élection est synonyme de démocratie. Pour les autres la démocratie est le pouvoir de la majorité quelle qu'elle soit .

D'autres comprennent la démocratie comme le choix de leurs dirigeants. Nous pensons que la démocratie est le gouvernement du peuple par le biais de ses représentants. K.S.Padover nous donne les éléments qui la caractérise:

- Egalité devant la loi ;
- Egalité électorale ;
- Egalité périodique des représentants ;
- Législation selon la règle majoritaire ;
- La liberté d'une action politique et de formulation d'une politique. [48]

La démocratie est le produit d'une longue éducation de la population et a tous les niveaux. La démocratie suppose de la part des dirigeants le sens de l'Etat. Elle met à l'honneur la tolérance, le sens du compromis entre les différentes forces politiques, économiques, sociales, la recherche du consensus, la préoccupation pour l'intérêt général et le bien commun. Le consensus n'est pas la majorité numérique des citoyens résultant d'un comptage ethnique. Il doit être national et se traduit par la majorité effective de chaque composante sociale.

La campagne électorale s'est déroulée dans un climat malsain. Selon BARINAKANDI Michel, la campagne du parti FRODEBU était effrayante. Leurs slogans de mobilisation étaient : « Démocratie, tiens. Celui qui n'aime pas le FRODEBU même si elle va dans les nuages, on enverra le tonnerre pour la chercher, si elle va sous la terre, on enverra la taupe »[49].

---

[48] PADOVER, (S.K.), *Pourquoi la démocratie,* Paris, Nouveau- Horizons . 1967, p. 24.
[49] BARINAKANDI Michel, 56 ans, zone Kayero, cultivateur , le 28 novembre 2007

Monsieur Constantin Kabura, propagandiste du FRODEBU devenu chef de zone Mpinga à la victoire de ce dernier, diffusait des idées véhiculant la haine ethnique : « Les Tutsi nous ont gouverné depuis l'indépendance , nous allons avoir le temps de nous venger, même ce qu'ils ont fait depuis 1962,1965,1972,1988,1991 »[50] etc. Il enseignait la haine ethnique du PA. LI .PE. HUTU. Julien NIMUBONA rappelle ce que pensait ce mouvement sur les rapports entre les Hutu et les Tutsi :

« La chute de la monarchie, le 28 novembre 1966, et la création d'institutions républicaines érigées en une oligarchie monopartiste tutsi de radicaliser la politique de discrimination des plus faibles par le pouvoir. Ainsi les différentes républiques qui ont gouverné le Burundi ont la caractéristique commune d'adopter une politique sectaire visant à asservir l'immense majorité Hutu. Les revendications de cette dernière qui ont toujours été perçues comme menace génocidaire contre les membres de l'ethnie Tutsi de radicaliser la domination du pouvoir ont été réprimées dans le sangs en 1962, 1965, 1969, 1972, 1988, 1991 ».[51]

La campagne électorale dans la commune Mpinga –Kayove a manqué la base fondamentale de la démocratie .

Les meetings organisés dans cette commune avaient pour caractéristique principale la manipulation des allusions identitaires et du dénigrement de son adversaire : le premier meeting qui a été organisé par le parti UPRONA dans la zone Kayero sur le terrain de l'école primaire de Kayero et sous le haut patronage de Monsieur Nicolas Mayugi était chaud et rempli de mots de dénigrement de son adversaire politique.

---

[50] KABURA Salvator, 48ans, Zone Mpinga, cultivateur, le 22 novembre 2007

[51] PALIPE HUTU cité par NIMUBONA , (J.), in élection présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi :*Problématique de la légitimité en situation de dynamique socio-politique* , Mémoire de D.E.A.de science politique , Faculté de droit et des sciences sociales, 1994, p.64.

Selon Niyonkuru : « Mayugi a dit que les membres du parti FRODEBU diffusaient des renseignements fondés sur les divisions ethniques. Leurs campagnes se font au cabarets et dans la forêt »[52].

Selon Sentuma, « la campagne s'est donc déroulée dans un contexte de diabolisation mutuelle. Les partis recouraient non seulement aux discours officiels dans leur propagande mais, aussi à une action souterraine. Les actions clandestines étaient remarquables par leurs caractères divisionnistes . Monsieur Kabura Constantin de la zone Mpinga réunissait au moins trente personnes chez-lui le soir pour leur dire que le parti des hutu est arrivé et que tous les hutu doivent voter pour Ndadaye » .[53]

Dans un meeting du FRODEBU organisé à Rwinkona dans la zone Mpinga, les slogans de mobilisations étaient la revanche de celui organisé par le parti UPRONA dans la zone Kayero Monsieur Constantin KABURA disait : « Le parti UPRONA n'a pas de membres, même ceux-là qui portent des chapeaux et des foulards ne sont pas ses membres, ce sont les membres du parti FRODEBU. Les Hutu ont juré qu'ils ne retourneront plus dans le parti UPRONA. »[54]

Outres que ces meetings étaient généralement remplis des mots incendiaires afin d'attirer l'attention de la foule, ils étaient généralement remplis de promesses glorieuses, de réalisations grandioses. Lors d'un meeting du parti FRODEBU au terrain de Nyamiyaga, monsieur Kabura Constantin promettait aux militants de les retirer de la misère en leur distribuant des terres à la victoire du FRODEBU.

---

[52] NIYONKURU, 42 ans, commerçant , le 14 novembre 2007, zone Kiguhu
[53] SENTUMA, 38ans, cultivateur, le 20 novembre2007, Gitwa
[54] .NDIKURIYO Stany , 48ans , cultivateur , le 17 novembre 2007 ; zone Mpiga

En général, la campagne s'est déroulée dans un contexte de diabolisation mutuelle et de cristallisation des consciences ethniques . Le facteur ethnique a donc joué un rôle important comme le souligne MANIRAKIZA. Z. : « Les élections se sont, de toute évidence, déroulées sur fond de sensibilisation ethnique d'envergure et nous nous imaginons mal comment cela aurait pu se faire autrement »[55]

II. Approche critique de la campagne électorale qui s'est déroulée dans la dans la commune Mpinga-Kayove en 1993.

Pendant la campagne électorale, le parti FRODEBU évoquait souvent les guerres civiles qu'a connu le Burundi et leurs corollaires qui se sont produites sous le pouvoir de l 'UPRONA. Cette situation avait pour conséquence la culpabilisation et l'appel à la revanche pour s'attiser la sympathie et l'adhésion des mécontents des régimes antérieurs. Les slogans mobilisateurs comme « Le niveau est la tête, on doit enterrer l'UPRONA »*[56] sont des signes avant coureurs du danger qui guettés ceux qui ne sont pas membres de ce parti . Ce dernier et ses alliés semblaient avoir la mission de mettre fin à la domination dite tutsi. Le climat de suspicion, de méfiance et de peur s'est installé chez les membres du parti UPRONA. C'est le spectre de la crispation ethnique qui va hanter les esprits.

En revanche, les critiques faites au FRODEBU et à ses partisans ne sont pas moins acerbes . On reproche à ce parti d'enseigner l'idéologie de la haine ethnique au sein de la population par l'action souterraine et clandestine. On reproche aussi au FRODEBU d'être mono ethnique, de recruter les membres sur base ethnique, par terrorisme et intimidation.

---

[55] MANIRAKIZA,(Z.),Réveil démocratique en Afrique , Le puzzle burundais, in *Au cœur de l'Afrique*, 3-4, 1995, p.321.

[56]* Texte orginale en kirundi : inivo ni ugutwi, dutegerezwa guhamba UPRONA

L'UPRONA présente Ndadaye comme un homme sans expérience politique et dépourvu de tout sens de respect de la loi. Dans la campagne électorale organisée à l'école primaire de Kayero, Mayugi Nicolas disait*[57] : « Qui peut mieux gouverner que le président Buyoya ? Est-ce que vous connaissez sa formation ? Ne prêtez pas oreille au FRODEBU et ses alliés, on ne connaît même pas leurs formations » et les militants de l'UPRONA de chanter : « Il faut travailler pour l'UPRONA car celui qui travaille pour l'UPRONA ne travaille pas pour rien . Quand Buyoya faisait ses études, les membres du FRODEBU étaient au maquis ».[58] Pour Mayugi *[59]: « Ndadaye et ses fidèles n'ont jusque là brillé que par l'irrespect des lois et des institutions , ils enseignent la désobéissance civile, mensonge, le terrorisme et la haine ethnique »[60].

En outre l'image du candidat Ndadaye était noircie et diabolisée par ses concurrents. Il était présenté comme un oiseau antipathique. Les militants du parti UPRONA lors du meeting au terrain communal de Nyamiyaga chantaient « Baraguhenze Kinyamwanira -- signifiant on t'a trompé charognard. »[61]. Le comportement et l'attitude du candidat du FRODEBU sont de plus en plus dénigrés et discrédités auprès de la population pour convaincre que celui-ci n'est pas en mesure d'assurer la paix et l'unité des Barundi.

Les militants du bloc FRODEBU ne sont pas non plus épargnés dans cette diabolisation. Leur appellation « Inziraguhemuka » qui veut dire « ceux qui ne trahiront jamais » sera transformée en « Inzinduka guhemuka » qui signifie « Bienvenu parmi les traîtres ».

---

[57]* Texte original en Kirundi : Mbega ni nde yorusha gutwara neza perezida Buyoya ? Mbega murazi amashure yize ? Murima amatwi aba FRODEBU Nabo bacuditse kuko na mashure bize ntawurayamenya.
[58] KABURA Audace,38 ans, cultivateur ,enquêté le 15 Novembre,2007

[59]* Texte original en Kirundi : Ndadaye n' abayoboke biwe muzoberekwa n'ukutubaha amategeko n'abategetsi, bigisha kugarariza, iterabwoba, ububeshi n'amacakubiri
[60] SENTUMA Fabien, 46ans, cultivateur, le 15Novembre 2007, Kinaba
[61] NKESHIMANA, 35 ans, commerçant, le 16 novembre 2007, Kayove

Au cours de cette campagne, l'UPRONA ne cessait de déplorer le comportement de son puissant rival qui est accusé de fomenter des troubles en intimidant les membres des partis de l'autre « camp » , de prêcher la désobéissance civile, de véhiculer sournoisement une philosophie raciste.
Pour ce dernier grief, l'UPRONA s'en prend au double langage du FRODEBU qui prêche une idéologie de haine contraire à son programme officiel .L'UPRONA mobilise alors tous les moyens sans pour autant réussir à miner l'effet d'une propagande souterraine orchestrée à la base mais difficilement contrôlable au sommet. En général, nous pouvons conclure qu'il y a eu les fautes de tout bord. D'une part, le FRODEBU a procédé par un recrutement à base ethnique et l'UPRONA diabolisait son rival FRODEBU.

III. La victoire du parti Sahwanya FRODEBU

Dans la commune Mpinga –Kayove, les membres du parti FRODEBU n' ont pas attendu la proclamation des résultats des élections pour chanter la victoire et avertir leurs militants de commencer à cotiser pour la fête. Selon Bavugamenshi Pie de la zone Mpinga, beaucoup de membres du parti FRODEBU passaient tout le temps à boire sans payer en disant que le nouvel administrateur va payer. « Nous allons gagner et nous allons payer quand nous serons au pouvoir. » .[62] A la proclamation des résultants, les membres du FRODEBU chantaient, buvaient et dansaient en battant des tambours. Il existait des cabarets pour les « vainqueurs » et des cabarets pour le reste de la population.

[62] BAVUGAMESHI Pie, 51ans, cultivateur, le 27 novembre 2007, Butambara,

Les militants du parti UPRONA ont eu peur d'être emportés dans le tourbillon d'une éventuelle guerre civile qui éclaterait au milieu même de l'euphorie populaire car les militants du FRODEBU venaient danser dans l'enclos des vaincus.

Tableau 8 : Résultat des élections présidentielles au niveau des provinces

Province	Vote Ndadaye %	Vote Buyoya %	Vote Sendegeya %
1.CIBITOKE	84,87	13,21	0,80
2.BUBANZA	84,15	14,23	0,66
3.BUJUMBURA-RURALE	77,98	20,08	0,53
4.KIRUNDO	76,65	21,59	0,65
5.RUYIGI	70,06	26,12	1,60
6.KARUZI	69,20	26,69	2,07
7.MUYINGA	67,51	28,30	1,38
8.NGOZI	67,27	29,33	2,24
9.GITEGA	63,94	33,91	1,26
10.MAKAMBA	62,88	35,98	0,90
11.KAYANZA	61,83	32,52	4,47
12.RUTANA	58,31	39,62	1,00
13.BURURI	53,56	45,53	0,67
14.MURAMVYA	50,92	49,12	0,81
15.BUJUMBURA-MAIRIE	44,62	53,06	0,80
16.CANKUZO	30,54	66,04	1,55.

Source *:Le Renouveau du Burundi, n° 4112 du vendredi 11 juin 1993 ,Bujumbura ,1993*

A l'issue des élections présidentielles du premier juin, c'est le candidat Ndadaye du FRODEBU qui remporte la victoire avec 64,08 % des voix exprimées contre 32,47 % des voix recueillies par Buyoya du parti UPRONA tandis que Sendegeya candidat du P.R.P.apparaît a eu 1,4% des voix exprimées.

Le parti UPRONA accepte de digérer l'échec peu après la proclamation des résultats. Son président invite ses militants à accepter le verdict des urnes : « Le peuple burundais vient d'exprimer son choix à travers les élections présidentielles . Ce choix n'a pas porté sur le candidat de l'UPRONA. Mais, nous voudrions rappeler ici que comme nous l'avons déclaré, nous entendons respecter le verdict de l'urne » [63]

« Nous lançons un appel à tous nos militants pour qu'ils comprennent que les urnes se sont exprimées en défaveur de notre candidat, nos options les plus fermes restent que c'est l'unité et la paix qui contiennent le véritable fondement de l'avenir de notre pays »[64]

En définitive, cet échec signifie pour les hautes instances de l'UPRONA une occasion de se relancer, de renouveler les énergies et de comprendre encore d'avantage que la cause de l'UPRONA reste valable même pour l'avenir.

Le candidat gagnant, Melchior Ndadaye reconnaît que son adversaire de l'UPRONA disposait en soi d'un bon projet de société en plus de sa personnalité irréprochable, mais celui –ci a échoué car il n'avait plus que peu de crédibilité auprès de la population: « Monsieur Pierre Buyoya s'est fragilisé en portant la casquette de l'UPRONA dont apparemment il ignorait la profonde impopularité ». [65]

---

[63] MAYUGI , (N.), « L'UPRONA entend respecter le verdict des urnes » Le *Renouveau du Burundi* no 3841 du 5 juin 1993 , Bujumbura, 1993,p.1.
[64] Ibidem
[65] NDADAYE, (M.), cité par NGENDAKUMANA, (P.), « La victoire des forces de changement est à notre portée », in *l'Aube de la démocratie* no 018 du 1au 15 juin 1993,Bujumbura,1993 , p.3.

Pour Ndadaye, la défaite de Buyoya est due à l'altération de l'idéal de l'UPRONA dont il était candidat : « L 'appartenance de Buyoya dans un parti vieux de 30 ans avec un bilan désastreux . Quant à l'administration, force est de constater que certains responsables locaux sur lesquels il devrait s'appuyer ont fait preuve d'un tel excès de zèle, d'une telle servilité que l'électorat à finit par s'en méfier »[66]. Selon Bukuru Charles, la stratégie de mobilisation adoptée par les cadres de l'UPRONA est l'une des causes de la défaite de cette formation politique : « Le président Buyoya a adopté une mauvaise stratégie en faisant sa propagande avec le haut c'est –à-dire les ministres et les hauts cadres ,au moment où tous les fonctionnaires et étudiants de l'Université membres du parti FRODEBU natifs de notre commune travaillaient jour et nuit avec de simples gens locaux plus dynamiques et plus efficaces sur les collines ».[67]

Selon Bosco Ntirampeba, chef de section du parti FRODEBU et enseignant à l'école primaire de Kayero, :« le parti UPRONA lui –même a contribué à sa défaite car tout au long de sa campagne, il n'a cessé de présenter son adversaire politique FRODEBU comme un parti de division mono ethnique hutu , ce n'était pas donc rassurant pour les hutu de l'UPRONA car moi j'étais dans le parti UPRONA, mais j'ai été obligé de changer car je n'étais pas rassuré. Ils ont plutôt contribué à exacerber les extrémismes des deux bords, renforçant ainsi sans s'en rendre compte, les divisions ethniques ».[68]

---

[66] NDADAYE, (M.), cité par NGENDAKUMANA, (P.) , « La victoire des forces de changement est à notre portée », op.cit, p.4.

[67] BUKURU Charles, chef de section du parti UPRONA en 1993 et directeur de l ' école primaire de Nyamiyaga de 1987 à 1993, le 20 septembre 2007

[68] NTIRAMPEBA Bosco, devenu directeur de l'école primaire de Kayero après la victoire du FRODEBU, 20 septembre 2007.

Tableau 9: Résultats des élections présidentielles de 1993 dans la province Rutana

Commune.	Nombre d'inscrits.	Nombre de votants.	% de votants par rapport aux inscrits.	Nombre et % exprimé par candidat.						Nul
				Buyoya		Ndadaye		Sendegeya		
1.Bukemba	7853	7719	9561	3528	45,89	4006	52,11	63	0,81	122
2.Giharo	20112	17742	88,21	4085	22,14	13375	73,42	270	1,57	12
3.Gitanga	11174	10658	95,38	5391	50,52	5165	48,48	104	0,97	0
4.Mpinga-Kayove	17503	17234	98,48	5356	31,07	11444	66,40	163	0,24	271
5.Musongati	17194	16786	97,62	6400	38,89	10037	60,90	145	0,91	204
6.Rutana	16787	16506	98,32	9570	57,97	6505	38,75	126	0,75	305

***Source** : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, Département des Affaires Administratives et Judiciaires : «Dossier Election et la constitution du 13 mars 1992 ».*

La victoire du parti FRODEBU s'est manifestée de deux manières dans la population de la commune Mpinga –Kayove : la peur chez les vaincus et le zèle chez les vainqueurs. Partout sur les collines les vainqueurs chantaient, dansaient, buvaient jusqu'à des heures avancées ce qui faisait peur aux vaincus. Ce comportement inhabituel trouvait sa justification dans les termes de droit de l'homme, liberté d'expression , dire adieu aux pouvoirs dictatoriaux etc.

Les cadres qui travaillaient dans l'administration et qui appartenaient au parti UPRONA ont été chassés de leur fonction.

Bukuru Charles, président du parti UPRONA dans la commune Mpinga – kayove en 1993, directeur de l'école primaire de Nyamiyaga à cette époque se souvient du climat qui régnait à cette époque : « Tous les membres du parti UPRONA ont eu peur de cette défaite car on avait peur de notre avenir ; mais on a décidé de continuer dans l'opposition .

J'ai été vite limogé de mes fonctions de directeur de l'école de Nyamiyaga ainsi que tous mes collègues car presque tous les directeurs étaient dans le parti UPRONA »[69].

Les élections présidentielles ont été suivies par les élections législatives qui ont eu lieu le 29 juin 1993 conformément au calendrier politique . Signalons que seuls six des partis agréés jusque –là ont soumis les listes des candidats aux élections législatives. Ces partis sont , le FRODEBU, l'UPRONA, le P.P, le R.P.B, le P.R.P, et le RADES. Les élections se sont déroulées dans la tranquillité totale comme le souligne la mission de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme (U.I.D.H) qui était venue sur l'invitation du gouvernement du Burundi. Celle-ci approuve que : « les élections se sont déroulées dans la sérénité . Il n'y a pas eu de friction, ni altération marquée entre les mandataires des différents partis, ni bagarres »[70]

A la veille des élections législatives, les militants du parti UPRONA avaient peur et ne comprenaient pas la nécessité d'y participer mais ils ont rempli leur devoir civique quand bien même ils étaient découragés.

---

[69] BUKURU Charles , chef de section du parti UPRONA en 1993 et directeur de l'école primaire de Nyamiyaga de 1987à 1993, le 20 novembre 2007

[70] Cité par NINDORERA, (A.) « Proclamation des résultats provisoires des législatives » in *Le Renouveau du Burundi*_, du Vendredi et Samedi, 3 Juillet 1993, Bujumbura, 1993, p 2.

Tableau 10 : Résultats des élections législatives dans la province Rutana

Commune	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Suffrages exprimés	UPRONA	FRODEBU	P.R.P	RADES	R.P.B	P.P
1.Bukemba	7853	7648	7586	1143	6217	40	15	122	-
		97,38	96,6	15,08	81,96	0,53	0,20	1,62	-
2.Giharo	211753	20844	20707	4978	15482	133	55	59	-
		95,82	99,34	23,88	74,27	0,63	0,26	0,28	-
3.Gitanga	10852	9982	9971	5385	3894	219	52	418	-
		91,98	99,8	54,01	39,06	2,2	0,53	4,2	-
4.Mpinga-Kayove	18161	16982	16565	5077	9032	104	167	2185	-
		91,71	97,54	30,6	53,18	0,61	0,98	12,86	-
5.Musongati	17258	17100	16912	1963	14588	123	76	152	-
		99,08	98,90	11,61	86,26	0,73	0,45	0,90	-
6.Rutana	16962	15926	15708	1383	14115	61	25	103	-
		93,8	98,63	8,81	89,86	0,39	0,16	0,6	-
Total	92839	88482	87449	17037	63328	680	390	5931	-
		95,30	98,8	19,48	72,4	0,7	0,38	6,7	-

Source : *Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, Département des Affaires Administratives et Judiciaires « Dossier Election et la constitution du 13 mars 1992 ».*

A l'issue de ces élections, le FRODEBU obtient 71,4% des voix effectuant un progrès de 6% que pour les présidentielles au moment où l'UPRONA ne réalise que 21%, c'est à dire à peu prés 11% de moins que pour les présidentielles.

Comme la propagande s'était déroulée sous l'angle ethnique, la victoire de Ndadaye signifiait pour certains la victoire des Hutu sur les Tutsi. La victoire du FRODEBU est apparue dans la commune Mpinga- Kayove comme un recensement ethnique.

Dans la commune Mpinga-Kayove comme dans toutes les communes de la province Rutana, le Parti du Peuple (P.P.) n'a pas d'adhérents.
De même, d'autres partis comme le P.R.P.et le RADDES ont une très faible audience.

Le parti FRODEBU domine dans toutes les communes de la province Rutana. La commune Mpinga –Kayove vient en cinquième position. Les élections législatives ont suivi la même logique que les élections présidentielles. En analysant les causes profondes de la défaite de l'UPRONA , nous pouvons dire qu'avant le multipartisme, la campagne n'était pas nécessaire.
Certaines autorités politico-administratives vivaient à Bujumbura ou à la province de Rutana. Lorsqu'il s'agit du retour à la campagne pour la propagande, souvent, elles n'étaient pas bien accueillies.

Dans certaines zones de la commune Mpinga –Kayove comme à Mugondo, on leur disait « Ubuho muraje » (En fin vous venez)[71]. L'encadrement de la population à la base était devenue inefficace : les doléances de la population n'étaient pas prises en compte par les autorités administratives. Souvent les dirigeants du parti se sont occupés avant tout de leurs intérêts personnels d'où la perte de confiance de beaucoup de militants. Cela devrait avoir beaucoup d'effets dans la commune Mpinga-Kayove où les réalisations socio-économiques ne demeuraient que dans les papiers.

[71] NISUBIRE, 37 ans, enseignant, 26 septembre 2007, Mugondo

La population de cette commune disait qu'elle avait été négligée par les différents régimes qui se sont succédés. Ainsi, trouvait-elle de l'espoir dans le changement annoncé par le parti FRODEBU. A cela s'ajoute la cristallisation des consciences antitutsi.

Pour le professeur Joseph Gahama, trois éléments sont à la base de la défaite du candidat de l'UPRONA « Premièrement, l'UPRONA, « Parti des fonctionnaires » n'avait que des militants « de surface » qui n'ont guère pris au sérieux leurs adversaires politiques. De surcroît, il était traversé par des courants antagonistes qui ont hypothéqué sa cohésion. Il venait de perdre un nombre important de militants qui étaient allés au P.R.P. Deuxièmement, ce parti était « infiltré » par le FRODEBU dont les membres très actifs étaient engagés autour d'une direction unie. On connaît des fonctionnaires (même dans l'entourage de Buyoya) qui étaient « Upronistes » le jour et « Frodebistes » la nuit. Troisièmement, et c'est le plus déterminant ce fut un vote ethnique. Ce fut l'occasion tant rêvé pour les Hutu d'accéder au pouvoir, après trois régimes militaires aux mains des Tutsi originaires de la province de Bururi---».[72]

Aucun des quatre autres partis n'atteint 2% au niveau national et, par conséquent n'obtint dans aucune circonscription le soutien nécessaire pour prétendre à un siége. Notons que les sièges étaient distribués en province proportionnellement à leur poids démographique à raison d'un siège par 70.000 habitants.

[72] .GAHAMA (J.), Le multipartisme :Un facteur de conflit ethnique au Burundi, in colloque sur *Libertés intellectuelles, recherche et résolution des conflits dans les pays des grands lacs*. Arusha, Tanzanie,4-7 Septembre 1995, p.20

Tableau 11 : Répartition des sièges par Province par parti ayant obtenu 5% des suffrages exprimés au niveau provincial.

Parti / Province	UPRONA	FRODEBU
1. Bubanza	0	3
2. Buja- rural	1	5
3. Bururi	2	4
4. Cankuzo	2	0
5. Cibitoke	0	4
6. Gitega	2	7
7. Karusi	0	4
8. Kayanza	1	6
9. Kirudo	1	5
10. Makamba	0	3
11. Mairie	2	2
12. Muyinga	1	5
13. Muramvya	2	5
14. Ngozi	1	6
15. Rutana	1	2
16. Ruyigi	1	2

Source : *Ministère de l' Intérieur et de la Sécurité Public, Département des Affaires Administratives et Juridiques, « Dossiers partis politiques », les élections législatives de juin 1993, p. 3*

Après la victoire du FRODEBU tant aux présidentielles qu'aux législatives, un désordre a été observé dans la commune Mpinga –Kayove particulièrement dans la zone Mpinga . Les vainqueurs venaient danser dans l'enclos des vaincus et sommaient ces derniers de quitter leurs propriétés .

Les membres du FRODEBU de la zone Mpinga disaient qu'ils avaient étés exploités depuis longtemps par le régime tutsi. Kabura Constantin fait cette observation : « La commune Mpiga –Kayove n'a jamais eu d'administrateur ressortissant de la zone Mpinga, si l'administrateur n'était pas de Bururi , il était de la zone Kayero ou Kiguhu ».
Cette attitude de la population de la zone Mpinga montre combien la campagne électorale a été multidimensionnelle.

Ainsi, la violation des droits de l'homme était à cette période très fréquente. Parmi ces violations, nous pouvons mentionner l'atteinte à la vie humaine et l'arrogance poussée à outrance envers les vaincus. Dans le but de construire un Burundi nouveau, les militants du FRODEBU ont pris « l'initiative » d'épurer la commune surtout dans la zone Mpinga à Mugondo de ce qu'ils appelaient les empoisonneurs communément « Abarozi », dénomination forgée en vue de se débarrasser de ceux qui n'étaient pas membres du parti FRODEBU . Ainsi , ces Abarozi ont été chassés de leurs propriétés. Ces exactions se commettaient sous l'œil complaisant des nouvelles autorités issues du FRODEBU. L'impunité s' était ainsi installée .

Les anciennes autorités étaient déjà destituées pour la simple raison qu'ils n'appartenaient pas à cette formation politique qui venait de remporter les élections. Ces comportements ne favorisaient pas la stabilité du régime . A ce sujet Lipset note que : « la stabilité d'un régime dépend de son aptitude à éliminer, l'une après l'autre, les causes de tensions ; mais si la solution est reportée, l'atmosphère politique se chargera de frustration et d'amertume ,écartant la tolérance et le goût du compromis ».[73]

[73] LIPSET(S.M.), *L'homme et la politique*_,paris, seuil,1962,p.96.

Par ailleurs, l'administrateur de la commune Mpinga-Kayove a commencé à donner gratuitement ou à bas prix les propriétés foncières de la commune en commençant par la forêt de Kayero aux militants du FRODEBU. Ce problème de dilapider le trésors de la commune a été l'un des principaux griefs reprochés à cette autorité dès les premiers jours.

La population profitait de l'incompétence de cette autorité pour passer outre la loi et ne pas remplir leurs devoirs. L'autorité politique était censée bien diriger et tempérer les tensions qui se développaient entre les différentes catégories sociales. A ce sujet, Lipset fait cette réflexion :« Les oppositions entre les groupes, conformes à l'esprit même d'une démocratie, sont en même temps susceptibles de s'exacerber jusqu'à menacer l'existence de la société. Ainsi l'un des rôle essentiel d'un gouvernement démocratique sera d'exercer une action modératrice des factions ».[74]

La création de la GEDEBU (Génération Démocratique du Burundi) n'a pas favorisé la bonne gestion des affaires publiques. Selon Ndayegamiye , « ces jeunes gens membres du parti FRODEBU s'attribuaient le titre de « Bashingantahe ». Ils contrôlaient l'ordre sur les collines. Si l'une ou l'autre personne n'était pas de leur côté, ils pouvaient l'accuser de troubler d'ordre public.[75]

Durant cette période, il y a eu radicalisation des antagonismes entre hutu et tutsi. Aussi, ceux qui n'appartenaient pas au FRODEBU ont – ils été malmenés.

[74] LIPSET,(S.M.),op. cit. ;p.95

[75]NDAYEGAMIYE Stany, 45ans , cultivateur, enquêté en Novembre 2007

C'est ainsi que des fonctionnaires et des agents communaux ont été chassés de leurs fonctions . Sur les 32 collines que compte la commune Mpinga –kayove ,aucun chef de colline n'est resté en fonction.
Tous les chefs de zones ont été remplacés sauf celui de la zone Kayero qui était par ailleurs une parenté de l'administrateur communal.

Outre l'administration communale, les autres secteurs ont connu ce genre de chambardement. En effet, tous les directeurs des écoles primaires ont été remplacés par des enseignants membres du parti FRODEBU . Tous les chefs de services qui n'ont pas milité pour le parti FRODEBU ont subi le même sort. Presque la totalité du personnel tant politique qu'administratif a perdu son emploi[76]. En opérant ces réaménagements, le parti au pouvoir pensait qu'il avait intérêt à légitimer et à équilibrer une administration qui était d'obédience Uproniste où les Tutsi occupaient une place disproportionnée par rapport à son électorat. Il voulait alors se débarrasser d'une fonction publique loyale et fidèle au parti déchu qui pouvait, le cas échéant, opposer une résistance ou même un sabotage contre son programme. Les militants du parti gagnant voulaient une extirpation radicale des vestiges du passé aussi bien des lois que des hommes et une épuration ethnique dans l'administration au profit de ceux qui avaient œuvré pour sa victoire.

Cette situation a fait que le dévouement dans le parti prévale sur le choix fondé sur les compétences techniques. Une grande partie de l'ancien personnel a été écarté et le parti FRODEBU a eu tendance à se refermer sur lui –même .

Ainsi, avons-nous remarqué une promotion de l'incompétence au sein de ces nouvelles autorités.

---

[76] BUTOYI, 30ans, Etudiant, le 22 septembre 2007, Mpinga

Certaines avaient un niveau d'instruction peu élevé, d'autres n'avaient pas de fortes personnalités pour s'imposer. La plupart manquait d'expérience . La vengeance et la course vers l'enrichissement ont caractérisé certaines de ces personnalités. On voit que l'affirmation d'Alexis de Tocqueville trouve son application lorsqu'il affirme que : « les hommes des démocraties ont naturellement le désir passionné d'acquérir vite les biens qu'ils convoitent et d'en jouir aisément » [77].

Ceci est d'autant plus vrai que, dans notre pays, ou l'accès au poste politique est considéré comme l'accès aux ressources matérielles. En voulant identifier le système politico- administratif à son image, le FRODEBU a abusé en considérant la fonction publique comme un objet légitime de dépouille ou un butin de guerre que le vainqueur était libre de s'emparer à sa guise après la victoire . Au lieu de s'occuper en premier lieu des dossiers plus brûlants comme la réconciliation nationale, l'unité, le développement économique etc. Les dirigeants se sont laissés embourber dans une lutte de partage du gâteau national comme si c'est cela la démocratie recherchée .

Au contraire, la fonction publique aurait dû être à la disposition de tous les citoyens qui en avait le droit et la capacité . Le seul critère de la sélection restant la compétence .

[77] TOCQUEVILLE, (Alexis), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Génin, Librairie de Médicis,1951,vol .I ,P.246

IV. Déroulement des massacres dans la zone Mpinga et Kiguhu

A. Le putsch du 21 octobre 1993 et le comportement de la population de la commune Mpinga-Kayove.

L'assassinat du Président Ndadaye et ses plus proches collaborateurs dans la nuit du 21octobre 1993 a été le début des massacres. L'annonce de cette mort a été faite en premier lieu par la radio Kigali et presque simultanément le Nord et le Sud du Burundi s'enflammèrent. Des Hutu du FRODEBU s'en prennent à leurs voisins Tutsi et Hutu de l'UPRONA. Ils tuent, pillent, incendient tout ce qui était à leur passage y compris même les cultures.

Sébastien Kamere, veilleur à la paroisse Mpinga se souvient de cette période : « Moi, j'étais du parti FRODEBU et je sais comment tout s'est passé car j'étais veilleur ici à la paroisse de Mpinga. [---]. Ici chez nous les massacres ont commencé le 22 octobre. Je me suis réveillé à trois heures du matin et passé chez Buseni pour que nous partions ensemble chercher la bière « Urwarwa ». A notre retour , j'ai trouvé des gens armés de machettes en compagnie de notre chef de zone et ils m'ont dit qu'aujourd'hui les Tutsi ne vont pas boire et qu'on va les boire. Mais, je voyais des hommes qui pleuraient . J'ai posé la question à un certain Bucumi pourquoi il est entrain de pleurer . Il m'a répondu :Toi, tu n'a pas entendu que Ndadaye est mort ? Même tous ses proches collaborateurs et ils ont été tués par les Tutsi »[78]. Des militants du FRODEBU écoutaient tout le temps la radio.

[78] KAMARE Sébastien, 52ans, zone Mpinga, veilleur à la paroisse Mpinga, 17 Septembre 2007

B. Appel à la violence par les autorités à la base

A partir du 22 Octobre1993, des réunions nocturnes commencent sous le pilotage du chef de zone de Mpinga de l'époque. Nyandwi Jacques élève en cinquième primaire en 1993 se souvient de ce qui s'est passé : « On était en classe ,nos camarades de classe Hutu nous demandaient pourquoi nous sommes encore en classe alors que les massacres vont commencer ? . Quand je leur ai demandé pourquoi, ils m'ont répondu que Ndadaye a été tué par les Tutsi »[79].

Kabura Stany poursuit : « C'était en date du 22 octobre1993 que nous avons vu Nyandwi Béde administrateur communal d'alors débarquer au chef –lieu de la zone Mpinga à 9h30. Il s'est vite entretenu avec le chef de zone Mpinga avec un petit groupe de membres du FRODEBU et il a fait demi tour et ce fût alors le début des massacres dans la zone Mpinga. Le chef de zone Mpinga et en même tant président du parti FRODEBU a commençé à regrouper ses militants .

A six heures, le même jour, on avait entendu des bruits de machettes qu'ils étaient entrain d'aiguiser contre les pierres mais comme notre commune a été toujours paisible, on ne pouvait pas comprendre que nos voisins allaient commettre l'irréparable comme celle du 22octobre 1993 ».[80]

Les autorités politiques encadraient les réunions de préparation de ces massacres. L'administrateur communal a été très actif les premier jours des massacres avant de prendre la fuite vers la Tanzanie quand il y a eu l'intervention .

---

[79] NYANDWI Jacques, 27ans , étudiant, le 18 septembre 2007
[80] KABURA Stany, 30ans, cultivateur, le 25 novembre2007, Mpinga

C. Massacres dans les zones Mpinga et Kiguhu

Pour pouvoir arrêter toute intervention militaire, ils ont érigé des barricades sur les routes. Athanase Sindayigaya, militaire qui était en congé se souvient de ce qui s'est passé :« J'avais demandé un congé pour aller faire la levée de deuil de mon père. Je venais de passer deux semaines en congé en préparation de cette fête. On s'était convenu avec les hutu de mon entourage qu'ils viendront m'aider construire la tribune comme à l'accoutumée. Ils m'avaient confirmé qu'ils me réveilleraient avant le champ du coq, je les ai attendu mais en vain. Je suis allé les chercher croyant qu'ils avaient oublié, j'ai failli même perdre le fusils. C'est à partir de ce moment que j'ai compris que les choses ont changé. La seule réponse qu'ils m'ont donné : « Vous venez de tuer notre président et tu viens nous dire n'importe quoi ? ». Je ne suis pas retourné à la maison. Je suis parti vers Rutana. Arrivée à Musotera , les gros arbres qui étaient au bord de la route Kayero-Rutana étaient déjà coupés et mis au milieu de la route pour arrêter toute intervention.

Arrivé à Kayegama, j'ai vu le véhicule qui était garé dans la brousse et je suis approché et j'ai constaté que c'était le véhicule de Nyanzira , les pneus étaient déjà dégonflés ».[81]

Des massacres ont eu lieu dans les zones Mpinga et Kiguhu, Nizigama Célestin témoigne : « Les massacres ont commencé comme l'ouragan. On était allé en classe comme les autres pour étudier . Les enseignants continuaient à sortir comme s' ils étaient en réunion. A 9 heures quarante cinq minutes, notre enseignant est venu nous demander de sortir et de rentrer sans délai car la guerre avait éclaté.

---

[81] .Sindayigaya Athanase, 44ans, militaire, le 26 septembre 2007.

A la sortie de l'école, nous avons vu les gens fuir ,nous entendions des bruits de tambours et des sifflets. Nous avons vu des maisons brûler . Ils ont commencé à incendier la maison du directeur de centre de santé de Mpinga qui s'appelé Kabaka . C'était un rwandais .On l'a tué pendant qu'il était en train de soigner les malades. Ce fut la première victime. Nous nous sommes enfuis avec nos enseignants. Ils ont tué l'enseignant de l'école primaire qui s'appelait Butoke Ignace , originaire de la zone Kiguhu. Il allait se réfugier chez Domine et sa maison a été incendiée, c'est cette maison là qui n'est jamais réhabilitée. Nous, nous ne sommes pas rentré à la maison. Nous nous sommes réfugiés dans les grottes de la commune Musongati. Nous avons continué la fuite jusqu'au chef-lieu de la province de Rutana. Mes amis de classe qui sont retournés à la maison ont été tués en même temps que la fille de Kabaka , beaucoup de personnes ont été assassinées le 22/10/93 » [82].

Nos informateurs nous ont fourni une liste de 63 victimes tués le premiers jours :

1.Kabaka :titulaire du centre de santé de Mpinga (colline Mpinga).
2.Munezero.(zone Mpinga).
3.KABURA Nicodème(colline Gihinga)
4.Minani Longin :Enseignant à Mpinga
5.Butoke Ignace :Enseignant à Mpinga.
6.Kadende Michel (colline Mpinga)
7.Nkonyogo Jerôme (colline Mpinga)
8.Kanyarushatsi (colline Mpinga)
9.Bahimanga Rosalie (colline Mpinga)
10. Serugendo Michel (colline Mpinga)
11. Ntibahezwa (colline Gihinga)

[82] Nizigama Célestin, 30ans, étudiant, le 23 septembre 2007

12. Bitama (colline Mpinga)

13. Singirankabo Ephrasie (colline Gihinga)

14. Mporeye Grégoire (colline Mpinga)

15. Ronobera (colline Mpinga)

16. Nzokirantevye (fils de Runobera)

17. Ndabirorere (zone Mpinga)

18. Masabo Emmanuel (colline Mpinga)

19. Mahene (colline Gihinga)

20. Bigirimana (colline Gihinga)

21. Sinunguka Mathias (colline Mpinga)

22. Karabudiya (Claude) (colline Mpinga)

23. Shoti (colline Gihinga)

24. Rwabira Antoine (colline Mpinga)

25. Nahayo (colline Kagoma)

26. Thérèse (femme de Mitakaro)

27. Evaliste (fils de Mitakaro)

28. Aloys (fils de Lazare) (zone Mpinga)

29. Nzikobanyanka (colline Mpinga)

30. Niyongere (fille de Madura) : (Zone Mpinga)

31. Hakizimana (fille de Madura) ('')

32.Léonie (fille de Ndubamye) ('')

33. Niginigi avec ses deux enfants (colline Mpinga)

34. Sylvina (femme d'André et ses trois enfants ;zone Mpinga)

35. Gihanza (colline Mpinga)

36. Nyandwi Rémy (colline Mpinga)

37.Léonie (colline Butambara)

38. Kanani (femme de Maringo ;colline Mpinga)

39. Gervais(fils de Mpuzu ;colline Butambara)

40. Nijimbere (fils de Gaspard ;zone Mpinga)

41. Kabura (fils de Gaspard ; '' '')

42. Nyandwi (fils de Gaspard ; '' '')

43. Barigenza (colline Gihinga)

44. Ntacomenyereye(colline Muganza)

45. Njejimana ,sa femme et ses quatre enfants (colline Gihinga)

46. Angeline :femme de Bernard(colline Gihinga)

47. Valérie :fille de Kanyarushatsi (colline Muganza)

48. Nyarubano Pierre et sa femme(colline Muganza)

49. Clément (. Mpinga fils d'Anatole)

50. Paul (Mpinga fils d'Anatole)

51. Ruranyaga (zone Kiguhu)

52. Madunduguru(zone Kiguhu)

53. Hilaire (Gasasa)

54. Bavumiragiye (colline Gasasa)

55. Minani (colline Gasasa)

56. Marthe ;femme de Njangwa Fabien (zone Kiguhu)

57. Njangwa Fabien (zone Kiguhu)

58. Minani Anaclet (zone Kiguhu)

59. Sorongo (zone Kiguhu)

60. Dunama (Zone Kiguhu)

61. Gapoco (zone Kiguhu)

62. Kabura Balthélemy (militaire zone Kiguhu)

63. Bitegera (zone Kiguhu)[83]

[83] Cette liste ne concerne que les personnes tuées le 22 octobres

Des personnes sont mortes à la suite de ce putsch du 21 octobre 1993. Une certaine opinion diffusée par les membres du FRODEBU justifient cette barbarie par la colère populaire : Ainsi Sylvestre Ntibantunganya note :« Le 1er juin 1993, les hutu avaient entrevu l'aurore de leur libération. Ils avaient enfin recouvré leurs droits usurpés depuis des siècles. Quand ce droit a été défié par la décapitation des institutions démocratiques, ils se sont engagés dans le dilemme (tuer ou être tués...), rien n'a donc été enseigné à ce peuple longtemps meurtri, un ressort trop comprimé a brutalement réagi ; faites qu'il ne redevienne furieux car il a pu évaluer ce dont il est capable et si c'est à refaire, il n'hésitera pas à refaire ».[84]

« La petite colère populaire » dite « agashavu » se référait à l'impact de l'assassinat du président démocratiquement élu. Cet assassinat fut interprété par les militants du FRODEBU comme une manifestation sanglante d'une même domination tutsi qui ne voulait pas voir le hutu au pouvoir . Selon eux, il était naturel que la peur et la vengeance collective ce soient mêlée dans cette colère des paysans hutu qui se mirent spontanément à massacrer leurs voisins tutsi et hutu uproniste, quand on sait les relations qui unissaient des voisins hutu et tutsi mais qui sont brutalement formées.

[84] NTIBANTUNGANYA, (S.), Discours prononcé par NTIBANTUNGANYA lors des obsèques du président NDADAYE, in *Renouveau du Burundi* no4260, décembre 1993, Bujumbura, 1993, p.6

CHAPITRE III : IMPACTS DE LA CRISE DE 1993 A MPINGA -KAYOVE

I. Climat de méfiance entre Hutu et Tutsi dans la commune Mpinga –Kayove

La crise de 1993 a eu un impact assez fort dans la commune Mpinga-Kayove . Elle a provoqué un climat de méfiance entre hutu et tutsi et a désorganisé l'économie. Avant la crise de 1993, il n'y avait pas de climat malsain entre Hutu et Tutsi de la commune Mpinga-Kayove. Nos informateurs ont noté que c'était pour la première fois que les voisins ne partageaient plus la bière .

En outre, depuis le début des massacres, l'administration s'est vite effacée d'elle- même. L'administration à la base a non seulement assisté aux massacres qui ont été perpétrées dans la commune mais y a aussi participé indirectement. Nzisabira Salvator en dit plus : « Ce sont les responsables administratifs qui nous ont tués. L'administrateur et le chef de Mpinga ne se sont jamais présentés pour nous protéger, alors qu'avant le début des massacres ils étaient sur place. Après deux jours, ils se sont réfugiés en Tanzanie et l'administrateur n'est pas encore revenu »[85]. Mais on doit reconnaître que quelques autorités ont protégé la population de la commune Mpinga-Kayove. Selon Nsabiyeze Stanislas :
« le chef de zone Kayero d'alors Monsieur Bède a protégé la population de sa zone »[86]. Karikurubu Frédéric, affirme qu'il y a des gens âgés de la zone Kayero qui ont refusé que le malheur s'abatte sur leur zone , c'est le cas de Nkurikiye père de Sindayigaya Gaspard . Des malfaiteurs sont venus lui dire : « Tu as entendu que Ndadaye est mort et ce sont les tutsi qui l'ont tué ainsi que ses proches collaborateurs y compris ton fils Gaspard Sindayigaya . Dans les autres zones on a déjà commencé »[87].

---

[85] NZISABIRA , 48ans, cultivateur, le 21 novembre 2007, kiguhu
[86] NSABIYEZE , 52ans, cultivateur, le 15Novembre 2007, gihera
[87] Karikurubu , commerçan, 48ans, 12 novembre 2007, Mugondo

Ces gens auraient même allé chez le chef de zone Kayero Monsieur Bède pour le convaincre de la nécessité des massacres pour venger Gaspard Sindayigaya . Le chef de zone de Kayero et le père de ce dernier ont refusé la proposition de ces malfaiteurs. Les deux vieux leur ont répondu : « Celui qui veut nous venger contre notre fils ne tuera pas nos voisins avec lesquels nous avons vécu ensemble depuis notre naissance car ce serait perdre deux fois, plutôt il faut faire le deuil ensemble »[88]. Nous remarquons ici que des gens recouraient à des montages pour augmenter la passion , Sindayigaya était mort. Celui-ci étant le ministre sous le gouvernement de Ndadaye Ces massacreures voulaient toucher la corde sensible de ses parents pour commencer les massacres.

Si la zone de Kayero est restée calme c'est grâce au charisme impondérable du chef de zone, les survivants de la zone Mpinga et Kiguhu venaient demander asile dans la zone de Kayero. Le sentiment de haines interethnique ne cessait pas de se propager. L'administrateur communale s'était réfugié en Tanzanie en emportant les vaches de la population qui étaient en transhumance dans la plaine de Kumoso tout près de la Malagarazi frontalière avec la Tanzanie. Le chef de zone Mpinga l'y a rejoint . De ce pays, ces deux autorités ne cessaient de jeter l'huile sur le feu en dressant les Hutu contre les Tutsi.

Cette méfiance entre Hutu et Tutsi de la commune Mpinga –kayove dès les premiers jours mettait en cause la victoire du FRODEBU qui était aggravée par les rumeurs selon lesquelles la zone Kayero sera attaquée après les autres zones. La radicalisation ethnique prenait une allure inquiétante. Cette méfiance a touché même les services de santé. Ainsi, les malades avaient peur d'être soignés par un infirmier d'ethnie différente .

[88] KARIKURUBU , 42ans , cultivateur, le 15 novembre 2007 , Bubanga

Le centre de santé de Musongati était plus fréquenté car les infirmières étaient des sœurs blanches et étaient considérées comme les plus qualifiées et ethnique ment neutres.

Le centre de santé de Kiguhu appartenait à l'église catholique, il était dirigé par des sœurs de la nationalité burundaise. Ces religieuses étaient classées par la population selon leurs ethnies. Elle tenait compte de ce facteur quand elle se faisait consulter . Le centre de santé de Kayero appartenait à l'église Méthodiste –Unie et était catalogué d'être dirigé par des gens favorables au parti FRODEBU .

En outre, la réalisation des activités quotidiennes était marquée par l'appartenance ethnique. L'entraide mutuelle qui caractérisait cette population avant la crise ne se faisait plus comme avant. L'exécution des travaux en commun en souffrait.

Le climat de suspicion, de méfiance et de peur qui s'était installé et le spectre des crispations ethniques est allé jusqu'à effacer toutes les bonnes initiatives qui étaient faites sans considération d'ethnie. Gengesere Claver parle des bonnes relations qui caractérisaient la population de la commune Mpiga-Kayove avant la crise de 1993 : «Avant cette sinistre date, être un hutu ou un tutsi n'avait pas de place, car un voisin avec qui vous entreteniez de bonnes relations était plus qu'une parenté sans relation forte. Moi, j'étais adulte, mais je ne savais pas que des voisins pouvaient s'entretuer. Tu sais, ils ont changé la tactique de tuer . Avant1993, si quelqu'un tombait malade, on le transportait au centre de santé sans distinction d'ethnie ou autre chose que ce soit. Mais aujourd'hui tu commences à demander son ethnie ou les affinités qui te lie à lui avant de l'amener au centre de santé.

Nous avons déjà perdu notre identité, pour redresser cette situation ça va prendre du temps, peut- être que les nouvelles générations qui n'ont pas vu le séisme de 1993 s'en sortiront »[89].

Il rejoint Alexis de Tocqueville quand il souligne qu': «Il arrive quelque fois dans la vie des peuples, un moment où les coutumes anciennes sont changées, les mœurs détruites, les croyances ébranlées, les prestiges des souvenirs évanoui... »[90]

II. Réactivation des repères identitaires

Cette crise a favorisé la réactivation des repères identitaires. Lors de l'intervention militaire le quatrième jour après l'éclatement des massacres, beaucoup de hutu y compris les autorités à la base se sont réfugiés en Tanzanie. Lors de leur retour, l'état d'esprit manifesté était tributaire de l'appartenance ethnique ou partisane de ces réfugiés .

Les déplacés Tutsi qui sont restés dans les sites de déplacés considéraient ces rapatriés comme des éternels ennemis même s'il y avait des innocents. Ce qui est encore plus grave, c'est que ces rapatriés revinrent avec des idées subversives et gardèrent la nostalgie des divisions à caractère ethnique.

Les gens restent dans leurs ghettos ethniques et pensent à des revanches .Comme le faisait remarquer Jean Pierre CHRETIEN : « La peur aujourd'hui au Burundi est vécue, pensée, jouée, calculée. Elle n'est pas le décor du drame. Elle en est devenue l'acteur principal . Qu'est-ce que être Hutu ou Tutsi ? Ce n'est d'être bantou ou hamite, ni d'être serf ou seigneur !

---

[89] GENGESERE Claver , enseignant, 33ans, le 15 septembre 2007 , Kimangu

[90] TOCQUEVILLE, (A.) , *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, 1951, cité par LIPSET, (S.M.) , *L'homme et la politique*, Paris, Seuil, 1962, p. 90

C'est de se rappeler qui a tué un de vos proches il y a quinze ans ou de se demander qui va tuer tes enfants dans dix ans, chaque fois avec une réponse différente. L'identification ethnique dans ce pays, à défaut d'être culturelle ou marquée sur les papiers, se fait dans les cœurs en termes de violence remémoré ou redoutée ».[91]

Les conséquences de la crise de 1993 ont eu une grande ampleur sur les relations entre les deux composantes Hutu et Tutsi et ont envenimé la cohabitation sociale de la population de la commune Mpinga-Kayove . A partir d'octobre 1993, les gens qui étaient venus des autres régions pour chercher les terres cultivables ont été persécutés. La situation s'est complètement détériorée de telle façon que cette méfiance s'intègre dans les habitudes de la population et entâche les valeurs. Cette crise de 1993 a, comme l'écrit Z. Manirakiza : « rendu caduque la politique d'unité nationale [...]. La charte de l'unité, le drapeau de l'unité, la chanson de l'unité sont devenues absurdités ». [92] De son côté, le professeur D. Nsavyimana note que « la crise actuelle est loin d'être uniquement politique et sociale, elle est aussi culturelle. Il y a crise d'identité ;on se sent plus hutu ou tutsi que Burundais. Il y a crise de valeurs : La valeur sacrée que la vie humaine a été pulvérisée par la violence ethno-politique de ces derniers temps. Quant aux valeurs morales comme la dignité humaine, l'honneur (...) elles sont déguerpies de large couche de notre société ».[93]

---

[91] CHRETIEN J.-P, *Le défi de l'ethnie. Rwanda et Burundi, 1990-1996*, Paris, Karthala,1997, p.51
[92] MANIRAKIZA, (Z.), op. cit.,p.380
[93] NSAVYIMANA , (D.), op. cit.,p.492

III. Déplacements des populations

Cette crise a provoqué des déplacements de la population. Le terme déplacés a commencé à s'appliquer pendant la deuxième guerre mondiale pour qualifier les personnes qui, fuyant les atrocités de la guerre étaient rassemblées dans les sites bien déterminés ou réfugiées dans d'autres pays. C'est ainsi qu'on parlera souvent de « site de déplacés ».

Définition des concepts

Déplacés :

L'O.N.U définit les déplacés de la manière suivante :

« Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont des personnes qui ont été forcées ou contrains à fuir ou à quitter leurs foyers ou leurs lieux de résidences habituels, notamment en raison d'un conflit armé, de situation de violence généralisée, de violation des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnu d'un Etat ».[94]

Dans cahiers démographiques du Burundi n°14, Evariste Ngayimpenda note que « les déplacés, les regroupés et les dispersés sont des personnes qui sont restées à l'intérieur des frontières nationales et qui vivent en dehors de leurs foyers, dans des camps, des sites ou autres refuges »[95]

---

[94] OCHA, *Hand book of applying the guiding principales on internal displacement*, Nations-Unies ,New york ,1999, p.6

[95] NGAYIMPENDA,(E.), « Les populations sinistrées aux Burundi ,Sept ans après ».in *Cahiers démographiques du Burundi*, no14, Bujumbura, Août,2005p.6

Site des déplacés :

L'Office des Nations Unies ayant la coordination des services humanitaires dans ses attributions (OCHA) fait remarquer qu'un site de déplacés est « un endroit provisoire ou définitif permettant d'abriter des personnes ou groupe de personnes en danger en vue d'assurer leur protection contre les violences ou les catastrophes »[96].

Dispersés :

« Les dispersés sont les personnes qui ont quitté leurs milieux habituels de résidence en raison de violences ou des catastrophes naturelles pour trouver refuge dans les familles hôtes ,dans des lieux susceptibles de leur procurer sécurité et regagnent aussitôt leurs domiciles quand il y a une accalmie ou que la situation est redevenue stable »[97].

Retour :

« Le retour est un processus par lequel les personnes déplacées et vivant sur un site prennent une décision librement consentie de retourner se rétablir sur leur colline d'origine du fait de la confiance en la sécurité ou que les raisons qui ont poussé à leur déplacement ont cessé d'exister » [98]

Maintien sur site :

«Le maintien sur site consiste en ce que des personnes déplacées et vivant sur un site prennent la décision d'y rester pour y vivre du fait que les causes qui les ont poussées à fuir leurs propriétés d'origine ne sont pas encore résolues, ou qu'ils y trouvent un mode de vie socio-économique préférable ». [99]

---

[96] OCHA , op.cit p.7
[97] Ibidem
[98] Ibid, p.7
[99] ---,*Enquête sur les populations déplacées au Burundi*, 2005,p.6

Réinsertion :

« La réinsertion désigne toutes les actions menées en vue de la réintroduction de toutes les catégories de toutes les personnes sinistrées au mieux dans leurs milieux ou groupe social, professionnel d'origine, et au pire dans u n cadre de vie, afin qu'elle puisse rapidement mener à nouveau une vie descente »[100].

Réfugié :

« Un réfugié est toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social et de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve en dehors du pays où elle avait sa résidence habituelle ne peut ou, en raison de la dite crainte, ne veut pas y retourner »[101] .

A partir du 22 octobre 1993, la chasse de la population de l'ethnie tutsi et des hutu de l'UPRONA s'est faite dans un contexte extrêmement tendu, caractérisé par des massacres interethniques sans merci. Ils se sont réfugiés dans les marais, dans les montagnes ou dans les grottes à la fuite de ces massacreurs.

Les jeunes de la zone Mpinga sont passés par la commune Musongati et ont continué la fuite jusqu'à la provinces Rutana. Ceux de la zone Kiguhu, ne pouvant pas passer par la commune Giharo frontalière avec la commune Mpinga –Kayove pour se réfugier en Tanzanie, se sont dirigés vers la commune Bukemba.

---

[100] OCHA ,op, cit ,p.8

[101] O.U.A, Guide de la législation nationale relative aux réfugiés in, Barandagiye, T. , *Le réfugié au Burundi et l'aide lui consacrée*, Ecole de journalisme, 1983, p.3

C'est par le biais des jeunes, particulièrement ceux du collège communal de Mpinga, que l'administration provinciale et la Brigade de Rutana et Bukemba ont pu connaître les atrocités qui étaient en train de se commettre dans la commune Mpinga–kayove. Selon nos informateurs, les militaires sont intervenus le quatrième jour. La première chose qu'ils ont fait était de rapatrier ceux qui s'étaient réfugiés dans les marais et dans les montagnes . Les militaires les ont regroupés dans les sites de déplacés près des églises et dans les écoles primaires. Par suite de la vacance de l'administration, les militaires se sont vus obliger de jouer deux rôles : le rôle administratif et celui de garant de la sécurité des personnes déplacées. Les déplacés sous la couverture des militaires ont fait une répression aveugle contre les Hutu restés sur leurs collines. Des personnes avaient fui vers la Tanzanie . A leur retour, elles affirment que les déplacés ne les acceptent pas facilement, ils les rendent collectivement responsables des massacres qui ont emporté les leurs. En revanche , elles accusent les déplacés d'avoir organisé des opérations de représailles contre les présumés coupables.

Ils convient de noter que le retour des déplacés sur les collines a exigé un grand effort de préparation psychologique et d'éducation à la paix afin de s'assurer que les familles de retour seraient acceptées par les communautés d'accueil et que leur présence ne provoque pas une reprise des conflits dans un contexte d'impunité.

Les déplacés et les rapatriés de la commune Mpinga –Kayove condamnent la défaillance des autorités administratives car elles ont rarement aidé ces derniers à transcender les peurs, les suspicions et la méfiance de tout genre.

Ce travail de rapprochement et de réconciliation communautaire n'a jamais figuré dans les lignes de force politique de l'administration de la commune Mpinga –kayove en matière de la préparation de retour des déplacés et des rapatriés.

Ce manquement est accentué par l'absence de politique claire de réinstallation des déplacés et des rapatriés dans la commune . Seule la paroisse de Mpinga s'en occupe ; elle organise des campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique.

Madame BAGWIRE Pétronie, l'administrateur de la commune Mpinga –kayove pense qu'il n'est pas recommandable que ses déplacés et rapatriés restent dans les ménages de leurs voisins ou parentés. Le personnel administratif de la commune Mpinga –kayove se réjouit de cette hospitalité de la population d'avoir le courage de mettre les personnes déplacées et rapatriées à l'abri des menaces physiques

Les logements construits par le MRRDR sont provisoires. Les dimensions des parcelles sont exiguës estime t-elle, et les maisons ont été dimensionnées, non en fonction des besoins des ménages, mais plutôt en fonction des prévisions des appuis attendus des différents donateurs ,en particulier du nombre des tôles espérées ».

Parfois, les latrines ont été aménagées devant l'entrée des maisons faute peut être d'arrière- cour qui aurait été plus adéquat pour cela. Elle estime que les matériaux utilisés sont d'une fragilité telle que peu de maisons pourrons tenir plusieurs années. [102]

[102] BAGWIRE Pétronie, 40ans, Administrateur de la commune Mpinga-Kayove, le 17 novembre 2007

Evariste Ngayimpenda explique que du fait de l'insécurité généralisée persistante ou des traumatismes subis, nombre de déplacés ne peuvent pas encore réintégrer leurs propriétés, même lorsque les sites se trouvent à proximité de leurs anciennes exploitations. Il y a donc constamment une proportion de déplacés d'une importance variable qui ne peuvent pas rentrer chez- eux car ils sont incapables de réintégrer leurs propriétés. Ces derniers sont obligés d'exploiter leurs propriétés à distance. Les autres sont obligés de parcourir de longues distances pour exploiter leurs propriétés à partir des sites. Un tel système induit d'énormes pertes de temps d'importance variable .[103]

Par ailleurs, ces distances se répercutent négativement sur l'ensemble de l'activité agricole. Au fur et à mesure qu'on s'éloigne du champ, les conditions d'exploitation et la sécurité des récoltes deviennent aléatoires. En effet , dans le contexte d'insécurité endémique et de pénurie alimentaire généralisée, il est clair que plus on s'éloigne de ses champs, moins on peut en assurer la garde, si bien que les récoltes soient régulièrement volées .
De ce fait, même là où les distances le permettent, de nombreux déplacés n'osent plus aller entretenir leurs champs, parce qu' ils se demandent si ce sont eux ou ceux qui les ont chassé qui vont récolter.[104]

En conséquence, d'importantes étendues de cultures, en particulier lorsqu'elles sont éloignées des sites restent abandonnées, créant ainsi une situation d'expropriation de fait mais également de déficit chronique de production .On voit donc que même l'alternative d'exploitation à distance n'est pas à la portée de tout le monde. [105]

---

[103] NGAYIMPENDA ,(E.), *Evaluation de la politique sectorielle de rapatriement, de réinsertion et de réhabilitation de sinistrés au Burundi,* O.A.G.,11 mai2005, Bujumbura, 2005,p.26
[104] Idem
[105] Idem

A. La vie dans les camps de déplacés de la commune Mpinga-Kayove

Avant d'aborder l'étude de la création des sites de déplacés, il convient de préciser certains des concepts que nous allons utiliser. Les déplacés, les dispersés regroupés ou les sinistrés sont des personnes qui, d'une façon ou d'une autre et à un moment donné ont quitté leurs foyers et se sont installées ailleurs au Burundi en raison de la guerre civile .
En d'autres termes, les déplacés sont constitués des personnes qui ont échappé aux massacres de 1993 consécutifs à l'assassinat du président Melchior Ndadaye. Cette catégorie de personnes a dû abandonner leurs propriétés foncières et autres biens et se sont vues obligées de vivre dans les sites appelés « camps de déplacés ».

Les dispersés sont des personnes qui fuyant les tueries évoquées ci-dessus ou la répression militaire se sont réfugiés dans les marais ,dans les montagnes ,dans les collines ou communes environnantes, chez les amis ou autres. Contrairement à la première catégorie ,ces personnes ne sont pas regroupées dans des sites.

Le ministère ayant les déplacés dans ses attributions en collaboration avec les organisations humanitaires ont mené des actions pour réinsérer les dispersés dans leurs rugo tandis que les déplacés ont été mis dans des sites ou villages aménagés

Tableau 12: Les camps de déplacés de la commune Mpinga –Kayove en 1993

Site	Nombre de ménages	Effectifs des déplacés
Mpinga	82	257
Kayove	213	531
Kiguhu	71	191
Total	452	1196

***Source** : Rapport communal : Régularisation des listes de déplacés n° 531/401/41/94,p2*

Avec la crise de 1993, La populations déplacée de la commune Mpinga-Kayove a vu ses conditions socio-économiques se dégrader du jour au lendemain : la famine inhabituelle, le froid, les maladies de toutes sortes etc.

Avant la crise, la terre était le principal moyen de production pour la population de la commune Mpinga –Kayove : c'est grâce à elle qu'elle se nourrissait et satisfaisait à d'autres besoins. La terre constituait une sécurité sociale à laquelle même le fonctionnaire de la commune Mpinga –kayove reste attaché parce qu' elle lui permet d'acquérir un supplément à son salaire et contribuait à la satisfaction des besoins alimentaires .

Depuis octobre, ce secteur primaire qui comptait plus de 98% de la population de la commune Mpinga – Kayove était paralysé. La grande partie des déplacés étaient dans l'impossibilité matérielle d'exploiter leurs propriétés foncières et de retourner chez elle suite à l'insécurité persistante et aux pillages qui a tout emporté.

L'alimentation était vraiment maigre. Le menu habituel était composé de haricot , de sorgho , des bananes, de colocase, de petit pois et de patate douce qui constituaient l'alimentation de base de la population de la commune Mpinga-Kayove avant la crise de 1993.

Les déplacés recevaient de la farine de maïs et de blé, petit pois en quantité insuffisante (deux kg par famille) et de l'huile de soja etc. On ne peut pas sous estimer l'aide bénéfique que l'Eglise Méthodiste Unie de Kayero a déployé deux jours après le début des massacres à Mpinga et à Kayove qui était composée de couverture, des tentes, des haricots, de grains de maïs et l'huile de coton.[106]

Sur le plan social, la population déplacée se trouvait dans des conditions déplorables. Dans certaines localités de la commune Mpinga-Kayove comme dans les zones Mpinga et Kiguhu, les maisons étaient détruites ou incendiées et les champs , pillés et/ou dévastés.

De plus, être forcé de quitter le milieu auquel on était habituellement attaché constitue un dur déchirement. Il s'agit d'un véritable déracinement qui s'accompagne d' une véritable frustration. TOURNIER P a fait remarquer que : « (---) L'homme peut souffrir d'un bouleversement de son lieu et cela déjà dans des conditions normales. Si ce bouleversement dépasse sa capacité d'adaptation, il incorpore son lieu à sa personne, il l'intériorise en lui-même, en sorte qu'on ne peut toucher à son lieu sans ébranler sa personne »[107].

---

[106] Archive de l' Eglise Méthodiste Unie de Kayero

[107] TOURNIER,(P.), *L' homme et son milieu* , Nouchatel, paris, Delachaux et Niestlé ,1985, p. 49

Tableau 13 : Situation des ménages dans les camps de déplacés.

Site	Hommes	Femmes	Enfants à charges	Total
Mpinga	37	98	122	257
Kayove	72	195	264	531
Kiguhu	18	47	126	191
Total	127	350	512	979

Sources *: Rapport communal : Régularisation des listes de déplacés N° 531/401/41/94, p.4*

Faut-il remarquer que d'après les données du tableau ci-dessus, le veuvage semble affecté un seul sexe, le sexe féminin . Les femmes sont plus nombreuses que les hommes, 350 contre 127. Ce déséquilibre s'explique par le fait que les massacreurs commençaient par les hommes.

Suite à ce déficit d'hommes, un comportement nouveau s'est installé dans les relations sociales des déplacés : le concubinage. A défaut de remariage, ces veuves se contentaient d'unions consensuelles, et cette situation entraîne absolument une polygamie de fait déguisé et la majorité d'hommes interrogés affirment sentir l'obligation de répondre à ce vœu : « Nous devons reconstruire tout ce qui a été détruit et dans tous les domaine »[108]

Ce qui est inquiétant dans la commune Mpinga-Kayove, c'est que la majorité des femmes vivant seules sont soit des veuves, soit des divorcées ou soit des séparées, privés de tout support marital.

L'augmentation de la proportion de veuves les place en première ligne dans des répercussions économiques, sociales et démographiques de cette crise, car elle

[108] NDIKURIYO , 32ans, démobilisé, zone Kayero, le26 Novembre 2007

les expose à des responsabilités auxquelles elles ne sauront indéfiniment faire face, en particulier l'éducation des enfants .

Il est clair que plus nombreuses seront les femmes seules, plus lourdes seront leurs charges sociales, qui les obligent à affronter de nouveaux rôles et à prendre de nouvelles responsabilités.

B. Les naissances illégitimes et orphelins

D'après les données de notre enquête faite sur les enfants de moins de 15ans,101enfants sont présumés légitimes et 28 illégitimes soit 78,29%contre 21,7%.

Les 21,7% d'enfants illégitimes découlent non seulement de la volonté délibérée des déplacés « nous voulons remplacé ceux qui ont été emporté par la crise »[109], mais surtout de l'ignorance de ces veuves et filles-mères quand aux méthodes contraceptives . Nous présumons que la pandémie du SIDA ne manquera pas de causer des dommages à ces déplacés et de leur environnement du fait de la promiscuité et de la pauvreté ; celle-ci affectant particulièrement les femmes et les jeunes filles suite à leurs vulnérabilité socio-économique. Les camps de déplacés de la commune Mpinga-Kayove hébergeaient aussi beaucoup d'orphelins. En effet, sur 512 enfants qui étaient dans les camps, 76enfants étaient des orphelins. Cependant, tous ne sont pas des deux parents. En prenant globalement tous les orphelins, 28 étaient orphelins de pères et de mères, 36 orphélins de pères et 12 orphelins de mères.

De façon générale, les enfants dépourvus de leurs parents sont casés dans les familles élargies ou restreintes, soit dans les ménages d'anciens voisins ou dans d'autres ménages qui ont besoin d'enfants surtout pour les activités ménagères.

[109] NYAWAKIRA, 36ans, cultivatrice, zone kiguhu, enquêtée le28 Novembre 2007

De toute évidence, le fait que les orphelins aient trouvé des familles d'accueil est important parce que l'enfant parvient à avoir une référence dans la vie. Cependant, le système de prise en charge par des familles, n'est qu'une solution conjoncturelle conséquent à la crise. Il revient alors à l'Etat et /ou aux autres institutions de prévoir une solution définitive au court, au moyen et au long terme pour ces orphelins et pour tous les enfants non accompagnés.

Le problème majeur auquel sont confrontés la plupart de ces enfants est la réquisition de leurs biens. Pour beaucoup d'entre eux, leurs héritages sont récupérés soit par les familles qui les ont accueillis, soit par les membres de leurs propres familles, soit par les anciens voisins de leurs propres parents décédés.

C. Conditions d'hygiène et de santé

La promiscuité était la caractéristique des camps de déplacés de la commune Mpinga –Kayove . Le problème de promiscuité s'observait très visiblement et facilement au niveau des sites de déplacés .Il était non seulement dû au surnombre des personnes déplacées mais aussi aux conditions de logement de ces gens. Les déplacés partageaient la même maison avec les animaux (poules, chèvres , moutons et les veaux---). Les parents partageaient un même lit avec leurs enfants. Le centre des déplacés est un endroit généralement sale où on trouve sur un petit espace un grand nombre de huttes. Aussi les enfants ne trouvent pas suffisamment d'espaces pour les jeux et les détentes .
Sans vêtements décents, sans nourriture, sans couverture, les déplacés vivaient dans une promiscuité totale.

L'habillement en haillon était la réalité au lendemain de la crise de 1993 car les rescapés fuyaient démunis de tout. Ainsi les enfants erraient nus et plusieurs maladies faisaient rage. Les maladies ont emporté beaucoup de vies humaines car seule la dysenterie bacillaire emportait au moins six personnes par camps de déplacés et cela par jour. D'autres maladies comme le kwashiorkor, la gale, le choléra, les poux, la malaria etc., frappaient cette population vulnérable.

Sur l'ensemble de la population du site et de l'entourage, on remarque une dislocation des valeurs morales élémentaires . En fait, c'est un lieu où l'agressivité est fréquente.

Comme nous l'avons remarqué, le déplacé manque de stabilité et de convenance.

Son équilibre psychologique est non seulement troublé par l'état dans lequel il se trouve, mais aussi parce qu' il ne peut pas satisfaire comme il le souhaite ses besoins élémentaires.

Quand nous évoquons le problème de santé, nous voulons dire ici la santé physique et même la santé mentale. Ainsi François Marchand dit que : « Il est difficile de préciser les frontières entre le psychologique et le physique. Qui peut ignorer l'interdépendance entre le physique et le psychologique dans ces phénomènes de bien être et des maladies ».[110]

Les conditions de vies des personnes déplacées provoquaient des conséquences catastrophiques sur leur santé devenue la proie facile des maladies.

La promiscuité dans les camps de déplacés facilitait le développement des maladies sexuellement transmissibles

[110] MARCHAND,(F.), *La psychologie et la santé, l'apport de la psychologie à la santé des personnes ,des groupes et des institutions*, Privat1978,p.21

D. La dégradation des valeurs morales dans les camps de déplacés

Avant l'éclatement de la crise au Burundi et la construction des sites de déplacés, les bonnes mœurs et les valeurs morales étaient le ciment des relations harmonieuses qui caractérisaient la population de la commune Mpinga-kayove.
Le soir au tour du feu , les parents et les personnes âgées commençaient à enseigner aux enfants comment les relations sociales et l'administration étaient organisées . Les enfants apprenaient beaucoup de choses dans les chansons d'autres fois, ils échangeaient des questions dans les enseignements qu'on appelait « ibitito hamwe n'ibisokozo » .

Les valeurs culturelles étaient considérées comme la base même de toute éducation de la population de la commune. C'est la raison pour laquelle elle était transmise de génération en génération. Avec les phénomènes des déplacés, les choses ont complètement changées .Les enfants ne respectaient plus leurs parents, le vagabondage sexuel, querelles dans les sites, l'enlèvement et le viol étaient une réalité dans les sites de déplacés de la commune Mpinga-Kayove.

L'immoralité qui ne cessait d'augmenter au niveau des sites de déplacés est un fait évident que les parents et les proches parents n'avaient plus de places dans la protection des mœurs. Des phénomènes nouveaux ont commencé à voir le jour. L'exemple le plus évident est celui des mariages illégaux, forcés ou pas qui sont devenus une habitude.
« Le garçon qui voulait se marier achetait de la bière aux garçons voisins de la fille ou même de sa parenté pourquoi pas. Un parmi ses voisins invitait la fille dans le « blindé » de celui qui voulait la prendre en mariage.

Le tour était joué à la jeune fille qui voyait son ami sortir comme s' il allait au petit besoin. Il faisait un tour de rôle et la fille se retrouvait avec celui qui allait la prendre par force. Tous ces jeunes allaient se rassembler devant la porte pour arrêter toute personne qui viendrait secourir la jeune fille en cas de bruit. Ainsi le combat commençait et si le garçon ne parvenait pas à maîtriser la fille, ses amis entraient pour l'aider et le mariage était consommé.[111]. Devis SZABO et ses collaborateurs affirment que :

« Lorsque les modèles de conduite basées sur les normes et des valeurs régulièrement transmises de générations en générations deviennent diffus, l'effet sécurisant de la culture non seulement diminue mais elle est remplacée par des interrogations qui créent plus des problèmes qu'elles n'en résolvent » [112]

Nous passons sous le silence qu'il y a des parents qui forçaient leurs filles de se marier pour que le nombre de bouches à nourrir diminue.

Des vies brisées à cause des grossesses non désirées ont commencé à agrandir ses effectifs dans la commune Mpinga–kayove depuis le phénomène de déplacement de la population .

Un nombre assez important de grossesse des jeunes filles mineures fut remarqué dans les écoles primaires de Mpinga et Nyamiyaga. Six mois après le déplacement de la population vers les camps de déplacés. Les filles du collège communale de Mpinga ont vus leur scolarité interrompue à cause des grossesses non désirées. Leur situation socio-économique est l'un des facteurs qui est à l'origine de ces drames.

---

[111] SAKUBU , 30ans , enseignant , enquêté 22 septembre 2007

[112] SZABO, (D.) ,GAGNE(D.) et PARIZEDO,(A.), *L'adolescent et la société*, Bruxelles, Dessart et Mardaga, 1977, p. 42

E. Les conditions socio-économiques des femmes déplacées

Les massacres de 1993 à Mpinga-kayove visait plus les hommes que les femmes. Cette crise a entraîné une destruction familiale profonde et la femme s'est retrouvée au cœur du drame . La femme supportait seule les charges qu'elle partageait avec son mari auparavant. Elle trouvait difficilement de quoi manger, de quoi se vêtir et l'essentiel pour pouvoir éduquer ses enfants ainsi que d'autres personnes de la famille qui sont à sa charge.

Dans ces conditions, les femmes déplacées, démunies de tout recouraient à différentes moyens pour survivre. Ce qui est encore surprenant et ridicule, elles passaient tout le temps à boire. Les militaires qui étaient chargés de la sécurité des camps de déplacés et les petits commerçants prenaient en charge ces veuves et en contre parti, elles entretenaient des relations amoureuses avec eux.

Malgré tout, certaines femmes parvenaient à s'organiser avec l'aide qu'elles recevait de l'Eglise Méthodiste Unie de Kayero mais aussi en pratiquant le petit commerce honnêtement. Evariste Ngayimpenda souligne les nouveaux comportements économiques nés de la crise : « Avec la crise, les conditions de vie ont induit de nouveaux comportements économiques. Il est symptomatique qu'un nombre impressionnant des sinistrés inscrivent dans leurs perspectives économiques l'intégration des activités commerciales, artisanales, de petit élevage, en même tant que d'autres expriment un ardent désir pour une formation professionnelle quelconque, même s'ils continuent à considérer que l'agriculture reste leur activité première »[113]

[113] NGAYIMPENDA, (E.) , « Les populations sinistrées du Burundi :in , op. cit. , p.50

C'est ainsi qu'on rencontre des ventes en détail de tous les produits alimentaires et les mentalités changent au fur du temps. Les déplacés achètent facilement sans complexe une ration journalière composée d'un kg de haricot, un kg de riz, le sel de cuisine à vingt francs burundais, etc.
Comme les déplacés ne pouvaient pas aller travailler chez eux, ils s'arrangeaient pour cultiver près des camps de déplacés des cultures à courte saison culturale et très rentables.

Ce milieu ne facilitait pas la lutte contre le VIH/SIDA compte tenu des conditions socioéconomique qui y prévalait. Beaucoup d'enquêtes ont confirmé par ailleurs que l'un des facteurs de propagation du VIH/SIDA dans les campagnes est la création des sites de déplacés de 1993.La pauvreté et la désolation des veuves déplacées les poussaient à consentir à tout .

Le secteur de l'éducation a été fortement touché par la crise. La scolarisation est l'un des moyens favorisant la promotion socio-économique. L'épanouissement morale et intellectuelle des jeunes commencent à l'école . La crise qui s'est abattue sur le Burundi en général et sur la commune Mpinga –kayove en particulier a porté préjudice à ce droit inaliénable que même les objectifs du millénaire ont placé en deuxième position.

La déscolarisation a hypothéqué lourdement l'avenir des enfants des camps de déplacés. Beaucoup d' enfants en âge de scolarisation ont abandonné l'école à cause de cette tragédie.
En outre , le travail des enfants a pris une ampleur considérable. Les enfants en âge d'être scolarisés étaient obligés de travailler pour faire vivre leur famille.
Aussi, c'est à partir de la crise de 1993 qu'on trouve dans cette commune des enfants qui deviennent des chef de ménages.

Mêmes les enfants qui avaient des parents se sentaient abandonné à cause de la pauvreté et s' arrangeaient pour gagner leurs vies indépendamment de leurs parents. Beaucoup de jeunes ont abandonné l'école et ont été embauchés dans la société sucrière du Mosso où ils pouvaient gagner leur vie.

Tableau 14: Identification des coupeurs « Campagne 1994 » à la Société Sucrière du Moso

Province	Commune	Nombre de coupeurs	Nombre de coupeurs par province
1.Rutana	1.Mpinga-Kayove 2.Musongati 3.Giharo 4.Bukemba 5.Rutana 6.Gitanga	74 59 52 50 45 5	285
2.Gitega	1.Gishubi 2.Bukirasazi 3.Buraza 4.Itaba 5.Makebuko 6.Nyabiraba 7.Ryansoro	18 16 11 10 9 3 1	68
3.Makamba	1.Makamba 2.Kayogoro	34 20	54
4.Bururi	1.Rutovu 2.Mugamba 3.Matana	5 5 1	11
5.Ruyigi	1.Butaganzwa	1	1
6.Mwaro	1.Nyabihanga	1	1
7.Total		420	420

***Source**: SUSUMO , Registre des coupeurs « campagne 1994 ».*

En terme d'effectif des coupeurs, ce tableau fait apparaître une évidente suprématie des natifs de la commune Mpinga-Kayove par rapport à ceux qui venaient des autres communes.

On compte en effet, pour la « campagne » 1994, 74 coupeurs en provenance de la commune Mpinga-Kayove contre 285 de toute la province Rutana, soit 25,96% de l'effectif total.

Cette proportion élevée (25,96%) comprend élèves de la commune Mpinga-Kayove qui ont abandonné l'école au profit du travail salarié. La SOSUMO recrute parmi les jeunes car ceux-ci sont plus disponible que les autres. Ces derniers sont généralement des chefs de ménage qui ne peuvent pas passer six mois de campagne sans rentrer chez- eux à cause des exigences familiales.
Les bandes armées ont pu recruter ses membres parmis les jeunes surtout ceux qui étaient restés sur les collines)[114].

Signalons également que ces jeunes ont été enrôlés en grand nombre ces dernières années. Des jeunes en âge de scolarisation vivant dans les camps de déplacés se sont vues obligés d'entrer dans l'armée ou dans les mouvements rebelles pour dés raisons de survies ou de refuges.

IV. Pillage du marché de Kayero et de Kiguhu

La crise de 1993 n'a pas emporté les vies humaines seulement, les biens matériels n' ont pas été épargnés. Les premiers jours, les gens s'enfuyaient vers les marais, les montagnes, les grottes et les buissons pour sauver leurs vies. Ils partaient sans bagages et sans provisions . A ce sujet, Ntakaburimvo Libératte répond : « Ne nous rappelle plus de nos biens endommagés , certains ont été volés, ceux qu'ils n'ont pas pu emporter ont été brûlés.
Les semences que j'ai laissées dans la maison quand j'ai fui ont été volés. Les magasins de Ndoricimpa qui se trouvaient à Kayero ont été pillés »[115].

[114] Rapport communal de sécurité faisant état de 47 départ dans les combattants au C.N.D.D

Les objets matériels comme les postes de radios, les valises, les chaises, les matelas, les bidons etc. n'ont pas été épargnés pendant la crise de 1993.

L'intervention militaire et la constitution des camps de déplacés a augmenté le pillage. Les déplacés n'avaient rien à mettre sous la dent. Ils allaient pillés dans les boutiques situées dans les centres commerciaux. Parfois, ils étaient accompagnés par des militaires.

Les magasins de Kiguhu ont été saccagés, le marché de Kayero a été pillé . La population de la zone de Kayero a profité du désordre perpétré dans les zones de Kiguhu et Mpinga pour piller les magasins du marché de Kayero. Mais c'étaient les magasins des membres du parti UPRONA .

V. Transformation de écoles de Kayove et de Mpinga en camps de déplacés

La fuite des rescapés était incontrôlée. Tout le monde s'enfuyait sans savoir où aller juste pour sauver sa vie en danger. Ils partaient vers les marées où il y a des buissons pour se cacher. Dans les premiers jours, il n'y avait pas de tentes pour que ces déplacés puissent construire ne fut-ce que les premiers abris pour les protéger contre le froid et les autres intempéries. N'ayant pas trouver de responsable administratif pour résoudre cette question, les militaires ont préféré les rassembler dans les écoles primaires de Kayove, de Mpinga et le collège communal de Mpinga pour la paroisse Mpinga où ils ont érigé eux-aussi des positions militaires.

---

[115] NTAKABURIMVO, 55ans, cultivatrice, le 23 novembre 2007, Mugondo

Mais, les déplacés étaient trop nombreux et ne pouvaient pas contenir dans les salles de classe, certains devaient s'éparpiller dans les différentes maisons de la paroisse Mpinga ou chez les parentés qui vivaient près de la position militaire.

Ces écoles ont été occupées d'une façon anarchique et sans contrôle de l'autorité administrative. Les directeurs des écoles étaient réfugiés en Tanzanie, Il n'y avait donc aucune autorité pour décider de l'occupation de ces classes.

Les écoles étant fermées, les déplacés n'ont pas hésité à forcer les portes . Comme les places étaient limitées, les uns passaient par les fenêtres pour y parvenir avant les autres. Les lamelles des fenêtres de l'école primaire de Kayove et de Mpinga ont été cassées ; celles qui n'ont pas été cassées ont été enlevées pour être vendues dans la ville de Rutana et Gitega par les militaires qui gardaient les camps de déplacés.

Les salles de classe contenaient des bancs- pupitres, des chaises et la table du maître. Pour pouvoir trouver la place pour dormir, les déplacés ont d'abord fait sortir ces pupitres . Dans les jours suivants, ils utilisaient ce mobilier pour cuire les aliments.

VI. Pillage des animaux domestiques

Dans la commune Mpinga-Kayove, la crise de 1993 n'a pas emporté seulement les vies humaines seulement car même le bétail n'a pas survécu. Le gros bétail a été pillé . Les gens qui fuyaient vers la Tanzanie ont emporté les vaches qui étaient en transhumance dans la plaine de kumoso. Il convient de rappeler ici que le cheptel bovin était très important dans cette commune .

Les rapports communaux d'avant la crise de 1993 montrent que les vaches étaient évaluées à 18.546 alors qu'il n'en restait 2.689 têtes de bétail en 2005

Le cheptel ovin n'était pas nombreux et a été pillé pendant la crise. Avant la crise, le nombre de mouton était estimé à 7.426 alors alors qu'en 2005, il ne s'élève qu'à 709.

Avant la crise de 1993, beaucoup de ménages possédaient des chèvres. Celles-ci était estimées à 208.372 en 1992, en 2005, il ne restait que 6007.

Le nombre des porcs avant la crise de 1993, était estimé à 1018 alors qu'aujourd'hui le nombre est estimer à 140. La volaille n'a pas elle- aussi été par la crise. En 1993, elle s'élevait à 32.663 mais en 2005, elle est évaluée à 707

Tableau 15:Estimation comparative de l'évolution animale d'avant la crise de 1993 est celle d'après la crise de 1993

Années / Espèces	1991	1992	1993-2000	2001	2002	2003	2004	2005
Bovins	18.546	18.721	-	10.995	5.620	4.786	2.199	2.689
Ovins	7.426	70108	-	3.719	3.304	3.304	804	709
Caprins	28.372	28.648	-	16.384	21.816	10.786	4.994	6007
Porcins	1118	1062	-	690	620	528	120	140
Volailles	32.663	32.691	-	25.206	29.676	12.986	6.928	7.079

Source : *Comptabilité de la commune Mpinga-Kayove, en septembre 2007*

Il faudrait aussi savoir qu'il n'y a pas de marché de vente d'animaux dans toute la commune Mpinga- kayove. Le petit bétail est vendu à Shanga dans la commune Musongati, le gros bétail à Matana dans la province de Bururi ou à Zege dans la province de Gitega .

VII. Inaccessibilité des sites touristiques et vente des forêts de la commune Mpinga-kayove

Avant la crise de 1993, la commune Mpinga-Kayove disposait des formations naturelles impressionnantes. La population de la commune Mpinga-kayove était déjà sensibilisée sur les bienfaits de ces sites. Elle contribuait à la protection des forêts en luttant contre les feux de brousse et la déforestation.

Dès la victoire du FRODEBU en 1993, la forêt de Kayero a été détruite par ceux qui cherchaient les planches . Par la suite, des gens y ont entretenu des cultures. Les militaires ont été très actifs dans la recherche des planches . Ils faisaient travailler les gens gratuitement. Ces planches étaient vendues à Rutana ou à Gitega. Tout cela se faisait avec la complicité de l'administration locale. Face à telle situation, la population de Mpinga a suivi cette exemple qui venait d'en haut : elle s'est intéressée elle aussi à ce commerce lucratif, la déforestation ne faisait que s'empirer.

Les chutes de Karera sont devenues inaccessibles aux visiteurs. La commune a ainsi perdu des recettes importantes qu'elle tirait du tourisme .
Ces sites naturels avaient été fait l'objet d'une protection particulière car elle faisaient partie des zones protégées, surtout les chutes de Karera (Karera, Mwaro , Nyakayo et les failles de Nyakazu.

A ces sites précités, il convient d'y ajouter des sites non moins importants :

- Akarenge se trouvant à Juragati dont les empreintes ont été volées pendant la crise de 1993 car elles ne sont plus visibles ;
- Ibuye rya BAGAZA ;
- Le tunnel de Kayove.

Tous ces monuments touristiques sont devenus inaccessibles pendant la crise de 1993. Ils étaient occupés par les groupes armées.

CONCLUSION GENERALE

Tout au long de notre travail, nous avons commencé par faire une monographie de la commune Mpinga-Kayove avant d'étudier la crise de 1993 et son impact sur la vie socio-économique de cette entité administrative.

Avant la crise de 1993, la commune Mpinga-Kayove enregistrait une grande production vivrière. Au niveau des infrastructures socio-économiques, elle était sous-équipée. L'alphabétisation n'est pas développée, la grande partie de la population ne sachant ni lire ni écrire. Le rôle de l'Etat dans le secteur de la santé est faible. Plus de 90% des centres de santé appartiennent à des confessions religieuses et sont en nombre insuffisant et sous équipés.

En ce qui concerne les croyances, les religions les plus représentées étaient le protestantisme et le catholicisme. La majorité de la population était donc chrétienne. Mais, la croyance aux guérisseurs « Abapfumu », aux faiseurs de pluies « Abavurati » et aux sorciers « Abarozi » est très élevée.

Nous avons ensuite abordé les réformes politiques dans cette commune. La population de la commune a soit répondu favorablement aux vœux de l'Etat (en adoptant la charte de l'Unité Nationale), soit en manifestant une certaine indifférence (un nombre important de suffrages négatifs par rapport à d'autres communes lors du référendum de la constitution).

L'adoption de la constitution de 1992 devait conduire au multipartisme. Sur ce choix politique, la population de la commune Mpinga-Kayove manifesta une attitude variée selon les groupes sociaux considérés.

Si les fonctionnaires ont accueilli favorablement le multipartisme, les Banyagihugu n'étaient pas du même avis du moins les plus âgés. En effet, ces derniers ont vu dans le multipartisme l'origine de la crise .

Cette période du multipartisme allait nous conduire aux élections présidentielles et législatives. Compte tenu de la façon dont la propagande et la campagne électorale se sont déroulées, il y a lieu de constater que la population de la commune Mpinga-Kayove a été divisée. En effet, l'exploitation de l'ignorance des paysans à des fins partisanes et ethniques a conduit aux tueries. La course au pouvoir pour les leaders et la recherche des postes aux échelons intermédiaires et à la base furent de stimulants puissants pour user de tous les moyens , y compris criminels pour atteindre ces objectifs. Déo Nsavyimana dit clairement à ce propos :

« Tant que la majorité de notre peuple sera analphabète, tant qu'elle sera très pauvre, tant que bon nombre d'éléments instruits de ce pays seront très embourbés dans la lutte sans fin pour sauvegarder un minimum de vie à la marge de la dignité ou pour gérer un misérable salaire, les dirigeants, même élus « démocratiquement » si vous voulez ne seront que des oligarques qui n'auront d'autres souci que de se partager le maigre gâteau national sur le don de leur électeur »[116].

Avec la victoire du parti FRODEBU, les Tutsi ont eu peur. Chez les vainqueurs, la passion a dominée. Au niveau de l'administration, le désordre a été la principale caractéristique.

---

[116] .NSAVYIMANA (D.) , " La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993 ?" in *le Renouveau* no 4285 du 25janvier 1994,p.4.

Un peu partout dans la commune, le désordre, l'impunité, la désobéissance civile...ont caractérisé la population qui vivait désormais « l'ère de la démocratie ».

Cependant, il faut signaler que la crise a une emprise sur la conception de la démocratie. Comme la crise a surgit presque concomitamment avec la démocratie, certains confondent désormais la démocratie avec la crise. D'après les points de vue de la population de la commune Mpinga-Kayove, la démocratie manque la plate-forme au Burundi. Elle réside dans les papiers, mais n'est pas vécue.

La désorientation, la stupeur, la peur du lendemain, l'imbloglio qui caractérisait la période de l'après élection ont conduit à l'assassinat du président Melchior Ndadaye, élu démocratiquement. Partout au Burundi en général et dans la commune Mpinga-Kayove en particulier, la réaction a été spontanée : le massacre des tutsi et des hutu qui ne militaient pas pour le parti FRODEBU ou ses partis satellites commença.

Signalons tout de suite que l'administration a tardé à réagir en vue de désamorcer cette crise, tous les administratifs de Nyumbakumi à l'Administrateur communal ont été accusés par la population d'avoir participer directement ou indirectement aux massacres. Ainsi, deux aspects nous ont intéressé : les relations entre les composantes de la population et ce dernière envers l'autorité.

Ainsi, la crise de confiance a acquit le droit de cité dans la population. La haine entre hutu et tutsi existait déjà (quoi que refusée), mais elle a tendance à se radicaliser.

Elle s'observe partout, dans l'administration, dans les cabarets, dans les écoles etc. La population n'a plus de respect envers l'autorité. Celle-ci a perdu sa légitimité. Le seul critère de légitimation restant être hutu ou tutsi respectivement dans chaque camp.

La crise socio-politique que connaît le Burundi depuis 1993 a généré un phénomène nouveau, celui des déplacés. Ce sont les rescapés du génocide, qui, pour la plupart sont des filles et des femmes. Suite à la promiscuité et à la pauvreté, il y a certains déplacés qui ont adopté de nouveaux types de comportements.

Au niveau économique, la crise de 1993 n'a épargné les animaux domestiques de la commune Mpinga- Kayove. Les monuments historiques ont été soit détruits ou transformés en fiefs des rebelles.

BIBLIOGRAPHIE

I . Sources inédites

A. Les sources écrites

1/ Les rapports

1. République du Burundi, *Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'Unité nationale*, Bujumbura, 1989, 224 p.

2. *Rapport sur la situation de la crise créée par l'assassinat du président de la République*, Rutana, cabinet du Gouverneur, novembre 1993.

3. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, février, 1991.

4. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, mars, 1991.

5. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, février, 1991.

6. *Rapport de sécurité* , Rutana, cabinet du Gouverneur, novembre, 1991.

7. *Rapport de sécurité,* Rutana, cabinet du Gouverneur, janvier, 1992.

8. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, avril, 1992.

9. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, juin, 1993.

10. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, décembre, 1993.

11. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, février, 1994.

12. *Rapport de sécurité*, Rutana, cabinet du Gouverneur, mai, 1994.

2/ Mémoires, thèses et cours

1. BIKORIMANA(A), *Impact des conditions sociales des camps des déplacés sur la propagation du VIH/SIDA chez les femmes déplacées : Camps des quartiers III et IV dans la zone Ngagara,* Mémoire, U.B.,FPSE, juillet 1996, 145 p.

2. BUZUGURI, (A), *La société civile à l'égard du pouvoir, le cas de la province de Cibitoke,* Mémoire, Bujumbura, U.B. , FLSH. 1985, 71p.

3. NDAYISHIMIYE (J.P.), *L' image de l'autre qui me fait peur,* Mémoire, U.B., 1997, 170 p.

4. NIMUBONA (J), *Election présidentielles du 1er juin 1993 au Burundi, problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique,* Université de Bordeaux I, I.E.P., Bordeaux 1994, 176 p.

5. NIYONSABA, (Ph), *Ethnicité et pouvoir politique au Burundi. Essai d'analyse,* Mémoire, Bujumbura, U.B., 1994, 117 p.

6. NKESHIMANA (S), *Les attitudes des Barundi face au multipartisme : de la méfiance à l' Adhésion, cas de la province Makamba,* Bujumbura, Mémoire, U.B., 1994, 117 p.

7. PARQUET(V), *Evolution politique du Burundi de la première République à nos jours* , PSSPE1991- 1992, 158 p.

B. Les sources orales

1/ Enquêtes : Listes des informateurs

Nom	âge	Fonction	Lieu	Date
1.BAGWIRE	40ans	Administrateur	Kayove	17 / 11 / 2007
2. BAVUGAMESHI	51 ans	cultivateur	Butambara	27 / 11 / 2007
3. BARENGAYABO	62 ans	cultivateur	Kayove	22 / 11 / 2007
4. BARINAKANDI	48 ans	Cultivateur	Musotera	28 / 11 / 2007
5. BUKURU	43 ans	Fonctionnaire	Nyamiyaga	20 / 09 / 2007
6. KABURA	30 ans	cultivateur	Mpinga	25 / 11 / 2007
7. KABURA	38 ans	Cultivateur	Kiguhu	22 / 11 / 2007
8. KAMERE	52 ans	Veilleur	Mpinga	17 / 09 / 2007
9. KANDUZO	39 ans	Fonctionnaire	Kayero	11 / 09 / 2007
10. KARIKURUBU	42 ans	Cultivateur	Bubanga	15 / 11 / 2007
11. KARIKURUBU	48 ans	Commerçant	Mugondo	12 / 11 / 2007
12. GACACA	38 ans	Fonctionnaire	Kayove	12 / 11 / 2007
13. GENGESERE	33 ans	Fonctionnaire	Kayero	15 / 09 / 2007
14. MBARUKUNDI	62 ans	Cultivateur	Nyamiyaga	17 / 09/ 2007
15. NDAYEGAMIYE	45 ans	Cultivateur	Mpinga	17 / 11 / 2007
16. NDIKURIYO	32 ans	Démobilisé	Kayero	26 / 11 / 2007
17.NDIKURIYO	48 ans	Cultivateur	Mpinga	17 / 11 / 2007
18. NKESHIMANA	35 ans	Commerçant	Kayove	16 / 11 / 2007
19. NIMBONA	38 ans	Comptable communale	Kayove	15 / 09 / 2007
20. NISUBIRE	37 ans	Enseignant	Mugondo	26 / 09 / 2007
21. NIYONDIKO	42 ans	Cultivateur	Kiguhu	17/ 11/ 2007
22. NIYONKURU	42 ans	Commerçant	Kiguhu	14 / 11 / 2007
23. NIYONZIMA	53 ans	Cultivatrice	Kayove	25 / 11 / 2007
24. NIZIGAMA	30 ans	Etudiant	Mpinga	23 / 09 / 2007
25. NSABIYEZE	52 ans	Cultivatrice	Gihera	15 / 11 / 2007
26.NTAKABURIMVO	55 ans	Cultivatrice	Mugondo	23 / 11 / 2007
27. NTIRAMPEBA	33 ans	Fonctionnaire	Kayero	20 / 09 / 2007
28. NZISABIRA	48 ans	Cultivatrice	Kiguhu	21 / 11 / 2007
29. NYANDWI	30 ans	Etudiant	Mpinga	18 / 09 / 2007
30. NYAWAKIRA	36 ans	Cultivateur	Kiguhu	28 / 11 / 2007
31. SAKUBU	30 ans	Fonctionnaire	Kiguhu	22 / 09 / 2007
32. SENTUMA	38 ans	Cultivateur	Kiguhu	20 / 11 / 2007
34. SINDARUHUKA	54 ans	Fonctionnaire	Gitwa	28 / 11 / 2007
35. SINDAYIGAYA	44 ans	Militaire	Munyika	26 / 09 / 2007

II. Sources éditées

A. Les ouvrages

1. AVRIL (P), *Essai sur les partis*, Paris, L.G.D.L.J., 1986, 216 p.

2. BALLEY (R.H.), *Violence et agression*, Norderland, the life international 1977, 310 p.

3. BURDEAU, (G), *Traité de Science Politiques*, T. III. Paris, L.G.D.J., 1982, 464 p.

4. CHRETIEN, (J.P.), *La crise d'Août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989.

5. DUVERGER, (M), *Les partis politiques*, Paris, Seuil Colin 1981, 572 p.

6. EASTON, (D), *Analyse du système politique*, Paris, Armand Colin, 1974, 488 p.

7. GAUCHET (A), *Situation de la démocratie,* Paris, Gallimard, le Seuil 1993, p.303.

8. GRAWITZ, (M), et LECA, (J), *Traité de Science politique*, Paris, P.U.F., 1ère éd. 1988 p.

9. LIPSET, (S.M.), *L'homme et le politique*, Paris, Seuil, 1962,462 p.

10. MANENT, (P), *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Julliard, 1981, 181 p.

11. MARCHAND (F) , *Le psychologique et la santé, l'apport de la psychologie à la santé des personnes, des groupes et des institutions*, Toulouse, Privat, 1978, 166 p.

12. MWOROHA, (E), CHRETIEN, (J.P.), et al, *Histoire du Burundi, des origines à la fin du 19ème siècle*, Paris, 272 p.

13. NIEMEGEERS (M) , *Les trois défis du Burundi : Décolonisation, Démocratie- Déchirure,* Paris, Harmattan 1995, 205 p.

14. PADOVER (SR), *Pourquoi la démocratie,* Paris, Nouveau-Horizons, 1967, 104 p.
15. TOCQUEVILLE, (Alexis de), *De la démocratie en Amérique*, Vol.1, Paris, Médicis, 1951, 629 p.

16. REYNTJENS (F), *L'Afrique des Grands- Lacs en crise* : Rwanda-Burundi 1988-1994, Paris, Karthala, 1995, 223 p.

B. Articles de journaux et revues

1. BARAGASIKA (J), " *Les autorités dans le point de mère*" in *Le Renouveau* N ° 4227, Bujumbura, novembre 1993, pp 4 –5.

2. MANIRAKIZA, (Z)," *Réveil démocratique en Afrique : le puzzle burundais*" , in *Au cœur de l'Afrique*, 3-4, Bujumbura, 1994, pp. 359-396.

3. NKURUNZIZA (B), 20-21 octobre 1993," *La nuit la plus longue pour les épouses des martyrs de la démocratie*" in *Aube de la démocratie* N ° 3 du 30 décembre 1993.

4. NSAVYIMANA, (D), "*La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993 ?*" in *Au Cœur de l'Afrique,* 3-4, Bujumbura ,1994, pp. 427-441.

5. NTABONA (A), "*Au cœur du drame burundais : le totalisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences*", in *Au Cœur de l'Afrique,* 3-4, Bujumbura, pp.333-358.

6. RUBERINTWARI (P), " *Difficile modernisation politique du tiers monde. Le cas de l' échec de la démocratisation du Burundi*", in *Au Cœur de l' Afrique* 3-4 Bujumbura 1994, pp. 397-426.

C. Publications officielles

1. République du Burundi, Parti UPRONA, *Discours de lancement des travaux de la commission nationale chargée d'étudier la question de l' Unité Nationale*, Octobre 1998.

2. République du Burundi, M.I.D.C.L, *Recensement Général de la population et de l'habitation*, T.II, 1990, 345 p.

3. République du Burundi, *Constitution de la République du Burundi*, Mars 1992.

ANNEXE

Questionnaire d'enquête

I. Questions d'identification

1. Nom et prénom :

   Age :
   Sexe :
   Colline :
   Commune :
   Province :

2. Akazi ukora
   Quelle est votre profession ?
   .....

3. Idini ryawe
   Quelle est votre religion ?
   .....

II. Situation de la commune Mpinga-Kayove avant la crise d'Octobre 1993

1. Imbere y'amagume mwarashimishwa n'ibikorwa vy'abatwara ?

   - Musitanteri ☐
   - Umukuru wa zone ☐
   - Umukuru w'umutumba ☐

   Etiez-vous satisfait ou insatisfait de l'action de :

   - Votre administrateur ☐
   - Votre chef de zone ☐
   - Votre chef de colline ☐

2. Imbere y'amatora y'1993, umutekano wari wifashe gute ?
   Quel était l'état de la sécurité avant la campagne électorale ?.....
   .....
   .....

3. Urwaruka rutabandanije amashure rwakora iki imbere y'intambara y'1993 ?
   Quelle était l'occupation de la jeunesse déscolarisée avant la crise de 1993 ?
   .....
   .....

4. Umwimbu mu miryango wari wifashe gute?
   Quel était le revenu des ménages ?

   - Satisfaisant ☐
   - Pas satisfaisant ☐
   - Nul ☐

5. Hari ibimenyetso vyerekana ko hazoba amagume y'1993 ?
   Vyerekanwa n'iki ?
   Y avait-il des signes avant coureurs du drame qui allait survenir en Octobre 1993 ? Comment se manifestent-is ?

III. Organisation et exécution des massacres

1. Mu gihe co kwiyamamaza (1993) muri Commune Mpinga-Kayove mwifashe gute ?

Pendant la campagne eléctorale de 1993 comment vous vous êtes comportés ?

- Bousculé ☐
- Joie ☐

2. Ku ntsinzi ya FRODEBU ho vyagenze gute ?

- Mwararyohewe ☐
- Mwarashavuye ☐
- Ntimwerekanye aho muhagaze ☐

A la victoire du parti SAHWANYA-FRODEBU quelle a été votre attitude ?

- Joie ☐
- Frustration ☐
- Pas de sentiment ☐

3. Urupfu rwa président NDADAYE ho ?
   Lors de la mort du président NDADAYE, quelle a été votre attitude ?

- La joie ☐
- La frustration ☐
- Pas de sentiment ☐

NDADAYE amaze gupfa (après la mort de Ndadaye)

4. Nibiki vyatumye haba ubwicanyi ?

- Ni akarenganyo ☐
- Ni ubwoba ☐
- Ni ukwihorahorana ☐

Quels sont les mobiles qui ont comnduit à des massacres ?

L'injustice ☐
Peur d'être tué ☐
Vengeance ☐

5. Abari barongoye Commune baragiye mu bwicanyi ?
   Quels sont les responsables locaux qui ont participé aux tueries ?
   .....
   .....

6. Amagume yagenze gute aha ku musozi iwanyu.
   Pourriez vous décrire le déroulement des massacres sur votre colline ?.....
   .....
   .....

IV. Installation de camps de déplacés

1. Mwahungiye he intambara iteye?
   Ou est ce que vous vous êtes réfugiés à l'éclatement de la guerre ?
   .....
   .....

2. Mwashitse mw'ikambi ry'impunzi ryari ?
   Quand est ce que vous vous êtes installé dans un camp de déplacés ?
   .....
   .....

3. Mu misi ya mbere impunzi zari zimerewe gute?
   Quels étaient les besoin des déplacész durant les premiers jours ?
   .....
   .....

4. Amashirahamwe y'abagira neza yabafashije gute ?
   Comment était le secours des organisations humanitaires ?
   .....
   .....
   .....

5. Ubu abahutu n'abatutsi babanye gute ?

   - Nk'abagenzi ?
   - Nk'abansi ?

   Actuellement, les hutus et les tutsi, comment vous cohabiter ?

   - Comme des ennemis ?
   - Comme des amis ?

6. Kubana mu mahoro birashoboka ahha muri Commune Mpinga Kayove ?
   La cohabitation pacifique est –elle possible dans la commune Mpinga
   Kayove ?.....
   .....
   .....

NDIKUMANA Alexis
Enquêteur